

## Le Pays Basque ou la permanence d'une identité

*Le Pays Basque (Euskal Herria) désigne l'espace géographique dans lequel est parlée la langue basque : l'euskera. On sait que le basque n'est pas une langue indoeuropéenne, mais son origine demeure encore inconnue en dépit des nombreuses hypothèses formulées sur ce sujet. Certains spécialistes soulignent ses similitudes avec les langues caucasiennes (comme le géorgien) ; d'autres, la considèrent de la même famille que l'ibère, l'aquitain, voire le paléo-sarde ; d'autres encore, insistent sur son « fonds eurasien » (notamment l'ouralien) ; d'autres enfin, font remonter le proto-basque jusqu'au paléolithique, soulignant ainsi à l'extrême son caractère d'isolat. Le critère exclusivement linguistique pour définir le Pays Basque n'est pas sans présenter de sérieuses difficultés. Le territoire de la langue basque a considérablement évolué au cours de l'histoire et s'est vraisemblablement réduit à partir du haut Moyen Âge, époque où il était parlé jusque dans la Rioja et au nord de Burgos. Dès les XIIe, XIIIe et XIVe siècles, on parlait non seulement basque mais aussi provençal, gascon et béarnais à Saint-Jean-Pied-de-Port, Mauléon, Pampelune, Saint-Sébastien, Bayonne ou Labastide-Clairance.*

*Du point de vue de l'anthropologie biologique, les études sur l'origine des basques ont également conduit à plusieurs théories antagoniques. Certaines affirment qu'il s'agit d'une descendance directe de l'homme de Cro-Magnon, voire de son évolution locale ; d'autres, soutiennent que l'homme basque provient de la migration d'un peuple néolithique de l'est européen (vers 4500 av. J.-C.) ; d'autres encore, estiment que sa double ascendance mêle l'ibère et le celte primitif. Il existe aussi des théories plus fantaisistes qui en font le résultat d'une invasion de berbères ou même une branche du peuple Juif.*

*Jusqu'à la première moitié du XXe siècle, sous l'influence de la raciologie républicaine des disciples de Paul Broca et d'Armand de Quatrefages, les recherches sur le peuple basque ont été centrées essentiellement sur l'anthropologie physique et la génétique. Elles valorisaient surtout le critère ethnolinguistique. Discreditées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, considérées inadéquates depuis la fin du XXe siècle, ces études ont été largement abandonnées du moins en Europe.*

*Pour le grand public, la distribution particulière de certains groupes sanguins reste la caractéristique génétique des Basques la plus connue. Il y a, en effet, une forte fréquence du groupe O, une faible fréquence du groupe B, une fréquence très élevée de rhésus négatif, une absence de mutation V Leiden, une prévalence du déficit en facteur XI, etc.*

*Cela étant, les basques se différencient-ils des autres Européens par un certain nombre de caractéristiques génétiques ? Au stade actuel de la recherche, on ne saurait là aussi apporter une*

*réponse définitive à cette question.*

*Deux points semblent cependant acquis : le Pays Basque a connu au cours de l'histoire une réduction sensible de son territoire linguistique et un brassage important impliquant diverses populations européennes.*

*Parmi les anthropologues et les spécialistes de l'étude des mœurs et des coutumes basques, on retiendra notamment les noms de [José Miguel de Barandiarán](#), [Telesforo Aranzadi](#), [Koldo Mitxelena](#) et [Julio Caro Baroja](#) en raison du prestige, du volume et de la qualité de leurs travaux.*

*En ce qui concerne la littérature écrite en basque, elle est réduite et tardive (XVI<sup>e</sup> siècle). En revanche, la littérature orale est riche et très variée. Il faut citer ici le bertsolarisme, dont les représentants les « bertsolariaks », sont des bardes ou poètes qui improvisent sur n'importe quel sujet imposé. La pastorale, théâtre populaire, est aussi très répandue en Soule. Il ne faut pas non plus oublier les très nombreux proverbes, refrains, ballades, chants de guerre, hymnes funéraires, mascarades et charivaris.*

*L'une des principales caractéristiques du Pays Basque est la diversité de ses paysages. Le climat est océanique sur la côte qui se déroule entre l'embouchure de l'Adour (Anglet) et la commune de Musquez (en basque Muskiz) à l'ouest de Bilbao. Il est montagnard dans la chaîne qui s'étend de la cordillère cantabrique, à l'ouest, aux Pyrénées, à l'est. Il est enfin méditerranéen dans la partie centrale-sud. Les plaines verdoyantes, sur le versant océanique, sont des terres de polyculture et d'élevages. Les montagnes, elles aussi vertes et herbeuses ou couvertes d'une abondante végétation de hêtres, de chênes et de bouleaux, sont le domaine de l'élevage et de la sylviculture. Enfin, les terres rouge et ocre de Navarre et d'Alava, sont celles de la culture des céréales et de la vigne.*

*Le découpage politico-administratif du Pays Basque est également pluriel. Il comprend sept « provinces » ou « territoires historiques ». Dans la zone sud (Hegoalde) ou Pays Basque espagnol il y a, d'une part, l'Alava (Vitoria), la Biscaye (Bilbao) et le Guipuscoa (Saint-Sébastien), qui forment la Communauté Autonome Basque dont le siège est à Vitoria (Gasteiz) et, d'autre part, la Navarre ou Communauté forale de Navarre, avec pour capitale Pampelune. La spécificité navarraise a des raisons historico-culturelles. Elle s'explique par le fort sentiment d'identité régionale qu'éprouve une partie significative de la population, laquelle refuse l'idée du Grand Pays Basque. Dans le nord (Iparralde) ou Pays Basque français, on trouve le Labourd (Bayonne et Ustaritz), la Basse Navarre (Saint-Jean-Pied-de-Port) et la Soule (Mauléon). Ces trois provinces et le Béarn sont englobés dans le département des Basses-Pyrénées, depuis la Révolution Française. Ce département est devenu les Pyrénées Atlantiques en 1969.*

*La superficie totale du Pays Basque est de 20 700 km<sup>2</sup> dont 17 700 km<sup>2</sup> sont en Espagne et 3 000 km<sup>2</sup> en France. La population totale s'élève à un peu moins de 3 millions d'habitants. Environ 90% vit au Pays Basque espagnol et seulement 10% au Pays Basque français. Les villes les plus peuplées sont Bilbao (346 000 habitants), Bayonne (284 000), Vitoria (242 000), Pampelune (196 000) et Saint Sébastien (186 000 habitants).*

## **Sommaire :**

- Des origines préhistoriques à la fin de l'Antiquité

- De l'invasion musulmane du VIII<sup>e</sup> siècle à la Navarre et au Pays basque médiévaux
- La fin du Moyen Age : les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles
- Le XVI<sup>e</sup> siècle. Au sein d'une Espagne à l'apogée de sa puissance
- XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Du Siècle d'or au temps des Bourbons et à la Terreur révolutionnaire.
- Le XIX<sup>e</sup> siècle, entre le centralisme libéral espagnol et le nationalisme jacobin français
- Les nationalismes basques du XX<sup>e</sup> siècle
- Le Pays basque au XXI<sup>e</sup> siècle : la mondialisation, l'enracinement et l'identité

## Des origines préhistoriques à la fin de l'Antiquité

-400 000 ans : Les plus anciennes traces d'activité humaine en Pays basque remontent au Paléolithique inférieur (environ -400 000 ans). On retrouve leurs témoignages dans les sites d'Aitzabal, Zuñiga, Estella, Lumbier (Irunberri), Ilbarritz, Chabiague, Mouligna (au sud de Biarritz) et Saint-Pierre-d'Irube ou les terrasses de l'Adour.

-95 000 à -30 000 ans : Il existe une soixantaine de sites concernant l'homo sapiens de l'époque moustérienne.

-80 000 ans à -10 000 ans : Les grottes d'Isturitz et Oxocelhaya, creusées par le ruisseau [l'Arbèroue](#) au sein de la colline de Gatzelu, non loin d'Hasparren, ont été occupées par les hommes à partir du moustérien inférieur.

-17 000 à -10 000 ans : Les grottes ornées de Soule, à Camou-Cihique et Aussurucq, datent de l'époque magdalénienne. La grotte de Bourouilla, dans la commune d'Arancou, est un autre site important de l'art et de l'industrie magdaléniens. Des sites semblables ont été trouvés en Guipuscoa (Ekain, Altzerri) et en Biscaye (Santimamiñe, Venta Laperra).

-3000 à -2500 : Les premiers dolmens, monuments funéraires qui ont été trouvés en Alava, datent de cette époque. Ceux de Soule, Guipuscoa et Navarre, sont postérieurs. Il en existe plusieurs centaines dont près de la moitié en Navarre. Un bon nombre de cromlechs ont été également répertoriés, en particulier en Navarre (Adiko Soroa et Añona) et en Basse Navarre (Illarita). Enfin, plusieurs dizaines d'habitats de hauteurs ou « camps » de type protohistorique, ont également été inventoriés.

XII<sup>e</sup> siècle au III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. : Le site de La Hoya est le premier exemple important d'urbanisation au Pays basque. Situé dans la Rioja alavaise actuelle, ce site a connu les premiers contacts entre les peuples indoeuropéens et les populations néolithiques déjà présentes sur place. Les Celtibères ont envahi la zone et pris possession de La Hoya, au IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

218 à 202 av. J.-C. : La romanisation du Pays basque commence vraisemblablement par le Sud lors de la deuxième guerre punique. Mais les informations dont on dispose sont trop partielles et trop fragmentaires pour qu'on puisse l'affirmer avec certitude.

I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. : La vallée de l'Ebre est le théâtre de combats entre les troupes du général Quintus Sertorius et celles de Pompée. En 75 av. J.-C., Pompée fonde la ville de Pampelune sur la butte d'Iruñea. Par la suite, il transforme l'oppidum (site fortifié) de Lugdunum Convenarum (actuel Saint-Bertrand-de-Cominges) en une base militaire.

56 av. J.-C. : Après la bataille de Sos, Crassus conquiert l'ensemble de l'Aquitaine à l'exception des hautes vallées des Pyrénées occidentales. Dans ses Commentaires de la guerre des Gaules, Jules César décrit les habitants de l'Aquitaine ; il ne les confond ni avec les Celtes ni avec les Gaulois ni avec les Vascons.

Entre le I<sup>er</sup> et le II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. : Les auteurs classiques, Tite-Live, Strabon, Pline et Ptolémée,

mentionnent l'existence des Vascons. Les Romains donnent le nom de Vascons (gens de Vasconum) aux peuples ibériques implantés entre le cours supérieur de l'Ebre et le versant péninsulaire des Pyrénées occidentales. La zone où sont implantés les Vascons correspond à l'actuelle Navarre, à l'ouest de la province de Saragosse, au nord-ouest et au centre de la Rioja. Ce territoire n'englobe pas la plus grande partie du Pays basque actuel, mais il pourrait avoir été conquis par les Vascons à une époque postérieure.

Du II<sup>e</sup> au VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C. : On ne peut affirmer qu'il y avait une vaste zone linguistique uniforme des Vascons allant de l'Ebre à la Garonne. D'autant moins que les Vardules, les Caristes et les Autrigons, vivaient aussi sur les territoires de la Communauté autonome basque actuelle. Faute de sources fiables, il est raisonnable de penser que les ethnies, les cultures et les langues étaient diverses et complexes. Il n'y avait pas non plus un seul peuple, mais des peuples de Vascons, proto-ancêtres des Basques, des Béarnais, des Gascons, des Navarrais et des Aragonais.

Le premier empereur romain, Auguste (27 av. J.-C. - 14 ap. J.-C.), réorganise les institutions politico-administratives de la « province d'Aquitaine » en l'étendant des Pyrénées à la Loire. Mais, au III<sup>e</sup> siècle, l'Aquitaine est à nouveau réduite de la Garonne aux Pyrénées, territoire qu'elle couvrait sous Jules César.

La pierre romaine d'Hasparren est un témoignage de cette seconde réorganisation politico-administrative effectuée sous l'empereur Dioclétien (284-305). Il s'agit d'une inscription découverte dans les fondations de l'église d'Hasparren en 1660. Sur la seule partie qui a été conservée, on peut lire : *Flamen item /du(u)mvir qu(a)estor/ pagi(que) magister/Verus ad Augus/tum legato mu/nere functus/ pro Novem opti/nuit Populis se/ iungere Gallos/ Urbe redux ge/nio pagi hanc/ dedicat aram* (Flamine, duumvir, questeur et magister du canton, Verus ayant accompli auprès de l'empereur Auguste la mission qui lui avait été confiée, a obtenu pour les Neuf Peuples qu'ils soient séparés des Gaulois. A son retour de Rome, il dédie cet autel au génie du canton). Verus était vraisemblablement un haut fonctionnaire romain et un prêtre du culte impérial. Les neuf peuples auxquels l'inscription fait allusion sont ceux de la provincia Novempopulania, la province des Neuf Peuples aquitains, qui seront bientôt douze.

Une imposante tour a été érigée au sommet du mont Urkulu, situé entre les communes de Saint-Michel et d'Orbaitzeta, à 1 419 mètres d'altitude, pour commémorer les victoires romaines en Aquitaine. On ne sait pas à partir de quelle date exacte l'influence politico-militaire romaine s'est étendue sur les deux versants des Pyrénées. Mais il semble néanmoins, que les relations entre Rome et les peuples vascons aient été plutôt bonnes. Des unités militaires romaines composées de Vascons ont en effet combattu sur des territoires parfois très éloignés de leur base.

La romanisation linguistique de l'Aquitaine et du Nord de la vallée de l'Ebre a été surtout intense dans les villes. Elle a eu pour conséquence de compléter ou de modifier une bonne partie du vocabulaire des langues indigènes. Cette influence fut tantôt directe à partir du latin, tantôt indirecte à partir des langues romanes. En outre, le bilinguisme précéda le déclin voire la lente disparition des langues indigènes.

Début du IV<sup>e</sup> siècle : Vraisemblablement l'époque de l'implantation du christianisme dans les territoires de l'actuel Pays basque et de la Navarre. Selon la tradition catholique, saint Firmin (272-303), né à Pampelune et mort décapité à Amiens, est le grand missionnaire des Vascons. Cette version traditionnelle a cependant été mise en doute dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Le culte rendu à saint Firmin a été sans doute transmis par des chroniqueurs du VI<sup>e</sup> siècle, soit plus de deux siècles après sa mort. Saint Firmin et saint [François-Xavier](#) sont les deux patrons de la [Navarre](#).

V<sup>e</sup> siècle : La présence de communautés chrétiennes est avérée sur la rive droite de l'Ebre. En Novempopulania, on trouve des communautés chrétiennes à Saint-Bertrand-de-Comminges, Dax, Lescar, Bazas et Oloron. En revanche, en Bizcaye et Guipuscoa, il n'y a pas d'éléments archéologiques qui permettent de dater la présence du christianisme avant le VI<sup>e</sup> siècle.

Aux V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles : Les chroniqueurs désignent sous le nom de Wasconia le territoire qui

s'étend sur les deux versants des Pyrénées. Mais on ne dispose pas d'informations sur la nature des relations – conflictuelles ou pacifiques – qu'entretiennent les Vascons avec le royaume franc au nord et le royaume wisigoth au sud. On ne sait pas non plus s'ils sont vraiment les seuls maîtres chez eux.

Entre 406 et 409 : Les Alains, les Suèves les Vandales et d'autres peuples franchissent les Pyrénées. En 416-418, les Wisigoths, implantés en Aquitaine, signent un traité de paix avec les Romains. Dans le premier royaume wisigoth (la Septimanie), six cités sont importantes : Bordeaux, Agen, Angoulême, Saintes, Poitiers, Périgueux et Toulouse qui est la capitale. Les Wisigoths occupent d'abord la vallée de l'Ebre, puis une bonne partie du reste de l'Espagne actuelle.

En 507 : Après la défaite de [Vouillé](#) contre les Francs, les Wisigoths se replient sur la Narbonnaise première, dont Narbonne est la métropole. Ils sont dès lors dépendants du royaume wisigoth d'Espagne qui a Tolède pour capitale.

VII<sup>e</sup> siècle : Les Vascons se rebellent à plusieurs reprises. En 602, les rois mérovingiens lancent une armée contre eux et instaurent un duché de Vasconie, sorte de marche militaire du Sud. En 612, le roi wisigoth, Sisebut, dirige à son tour une campagne victorieuse contre les Vascons. En 635-638, les Vascons se révoltent à nouveau, cette fois contre le roi Dagobert. Après leur défaite, une délégation de dignitaires vascons se rend à Clichy pour jurer fidélité au roi et à ses fils en l'église de Saint-Denis. Enfin, en 653 et 672, les rois wisigoths Réceswinthe, puis Wamba, doivent encore faire face à des soulèvements vascons.

## **De l'invasion musulmane du VIII<sup>e</sup> siècle à la Navarre et au Pays basque médiévaux**

30 avril 711 : Tariq, un général berbère, débarque dans la péninsule à la tête de 7 000 hommes. Un peu plus tard, Musa, supérieur de Tariq, fait de même avec 18 000 hommes. En moins de trois ans, le Sud du royaume des Wisigoths, la partie la plus prospère et la mieux organisée, passe sous pouvoir musulman.

714 : La capitale du royaume wisigoth, Tolède, est soumise. Six ans plus tard, en 720, la quasi-totalité du Royaume wisigoth est conquise, à l'exclusion de la région Cantabrique, des Asturies (Picos de Europa) et des zones montagneuses des Pyrénées.

721 : Eudes, duc d'Aquitaine et de Vasconie, triomphe de l'émir de Cordoue à la bataille de Toulouse. En 732 ou 733, à la bataille de Poitiers, une coalition composée de Francs, de [Vascons](#) et d'Aquitains, menée par le [maire du palais Charles Martel](#) et son aide, le duc d'Aquitaine et de Vasconie, [Eudes](#), obtient une victoire décisive contre les troupes musulmanes. Une fois le danger de l'invasion omeyyade écarté, les ducs d'Aquitaine et de Vasconie, Eudes, Hunald et Waïfre, manifestent leur volonté d'indépendance et s'opposent à la dynastie franque des Mérovingiens et des Carolingiens. En 768, après sept ans de luttes, Pépin le Bref obtient la reddition de la noblesse aquitaine et de ses alliés les Vascons.

Fin du VIII<sup>e</sup> siècle : Charlemagne mène plusieurs expéditions militaires dans le Sud. Le but est de créer une marche frontière méridionale, la Marche hispanique, entre les Pyrénées et l'Ebre.

778 : Fameuse bataille du col de Roncevaux. L'arrière-garde de l'armée de Charlemagne, commandée par Roland, est défaite. L'empereur des Francs avait décidé d'appuyer la rébellion de la province musulmane située au nord de l'Ebre contre l'émir de Cordoue Abderrahmane I<sup>er</sup>. En échange de son aide, la place forte de Saragosse devait lui être livrée. En arrivant sur les lieux, le gouverneur de Saragosse, [Sulaymán ibn al-Arabi](#), refuse de livrer la ville. Charlemagne,



préoccupé par la révolte des Saxons dans le Nord, lève le siège au bout d'un mois. Au retour, en passant par Pampelune, l'empereur ordonne la destruction des murailles et de la ville. On ignore l'endroit exact de la bataille de Roncevaux. En ce qui concerne les vainqueurs, trois thèses s'affrontent. Il pourrait s'agir de Vascons provenant des deux versants des Pyrénées. Il pourrait au contraire s'agir de Vascons exclusivement du Nord, mécontents de la position de force acquise par les Francs en Aquitaine. Enfin, il pourrait s'agir d'une coalition de Vascons et de musulmans. La version légendaire ou mythique est celle de la La Chanson de Roland. Ce [poème](#) épique ou [chanson de geste](#), daté du XIIe siècle, relate la trahison de Ganelon, le combat contre les Sarrasins et la vengeance de Charlemagne. Une version qui est, bien sûr, édulcorée, embellie, fort éloignée de la réalité historique. La présence de musulmans, alliés des Vascons, dans l'embuscade dressée contre l'arrière-garde de l'armée carolingienne n'est pas une idée déraisonnable. Il faut rappeler ici que, pendant plus de deux siècles (714 à 924), une grande partie de la Navarre actuelle était sous l'influence d'une importante famille de l'Ebre, les Casius. Cette famille détenait de hautes fonctions civiles et militaires dans le royaume wisigoth. D'origine gothe (voire hispano-romaine ou peut-être même vascone), elle s'était convertie à l'islam en prenant le nom de Banu Qasi. Parfois alliés, parfois ennemis des rois de Navarre, sujets loyaux de l'émir de Cordoue ou rebelles à son autorité, les Banu Qasi s'opposaient aux incursions des monarques carolingiens et des rois des Asturies. Les hommes des Banu Qasi et d'autres musulmans étaient-ils présents sur les lieux de la bataille Roncevaux pour appuyer les Vascons ? La question reste ouverte.

VIIe siècle - seconde moitié du VIIIe siècle : Selon certains historiens, les Vascons seraient parvenus à étendre leur domination politico-militaire, au nord, jusqu'à la Garonne et, au sud, jusqu'à Saragosse. Cette thèse de l'extension tardive du territoire des Vascons manque de bases solides. Les frontières sont alors extrêmement fluctuantes et le cœur du territoire vascon sera toujours la montagne, lieu de défense naturel. Ils effectuent souvent des incursions dans les plaines, parfois loin de leurs bases, mais ils se replient ensuite rapidement et trouvent toujours refuge dans leurs montagnes.

800 : Sanche Ier Loup, devient duc de Vasconie. Prince des Vascons, il reconnaît en tant que tel la suzeraineté de Charlemagne. L'autorité carolingienne s'étend alors théoriquement jusqu'aux rives de l'Ebre. En 812, Louis le Pieux doit envoyer une expédition punitive à Pampelune. En 819, Pépin Ier, roi d'Aquitaine, doit lui aussi réprimer un soulèvement de Vascons.

840-844 : Un nouveau péril menace les ducs ou comtes de Vasconie. Les Normands débarquent dans la vallée de l'Adour, pillent et incendient Bayonne, Dax, Saint-Sever et Tarbes. Selon la tradition catholique, saint Léon de Carentan, missionnaire du Labourd et de la Biscaye, premier évêque de Bayonne, dont il sera plus tard le saint patron, meurt, décapité par les Vikings. Les Normands reviennent dix ans plus tard et atteignent Pampelune en 858, où ils prennent en otage des membres de la famille royale.

820-851 : Un royaume (ou comté) de Pampelune s'organise autour de la figure d'Inigo Arista. Pour exister, celui-ci doit accepter de se soumettre au califat de Cordoue. Inigo bénéficie du soutien du puissant clan des Banu Qasi.

866 : Avec Alphonse III des Asturies dit « le Grand », la résistance chrétienne devient volonté de reconquête. L'idée de récupération de l'Espagne perdue s'affirme et la Reconquista devient une réalité.

Xe siècle : Le royaume de Pampelune rompt avec Cordoue et se rapproche du royaume de Léon, lequel a succédé au royaume des Asturies. A la mort de Fortún Garcès, en 905, la dynastie des Iñiguez s'achève. Les premiers rois de Pampelune sont enterrés dans le panthéon du monastère de Leyre. Fondé par les bénédictins au début du IXe siècle, puis reconstruit et consacré en 1057, ce monastère est, avec celui de Saint-Jean de la Peña (1026) dont le panthéon contient lui aussi plusieurs rois d'Aragon et de Navarre, l'un des plus importants du Nord de l'Espagne. Leyre est aussi le centre politique de la monarchie navarraise.

IXe et Xe siècles : La dynastie des Jimena succède à celle des Iñiguez. Sanche Garcès (905-925)

renforce l'alliance de la Navarre avec l'Aragon et le Léon. Les victoires et les défaites militaires contre les musulmans se succèdent.

XIe siècle : Avec Sanche III le Grand, nommé Rex Ibericus y Rex Navarrae Hispaniarum, roi de 1004 à 1035, le royaume de Navarre atteint sa plus grande extension. Il englobe tout le tiers nord de la péninsule, depuis la frontière orientale de la [Galice](#) jusqu'au [comté de Barcelone](#). Sanche III est probablement le créateur de la vicomté du [Labourd](#) (1021), avec [Bayonne](#) comme port, ainsi que de la vicomté du [Baztan](#) (1025). A la mort de [Sanche Guillaume, duc de Gascogne](#) (1032), le roi de Navarre tente vainement d'étendre son autorité des [Pyrénées](#) jusqu'à la [Garonne](#). Sanche III est l'un des souverains les plus importants de l'Europe occidentale. Guerrier et diplomate, c'est aussi un grand protecteur des arts, de la culture et de l'Eglise. Il contribue à propager la réforme bénédictine, en soutenant l'œuvre d'Odilon de Cluny. Il contribue au développement de l'art roman en faisant bâtir plusieurs églises et cathédrales. Il sécurise les deux voies qu'empruntent les pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle : la voie d'Oloron, Somport, Jaca, Puente de la Reina et la voie d'Ostabat, Saint-Jean-le-Vieux, Roncevaux, Pampelune, Puente de la Reina. A la mort de Sanche III (1035), ses possessions sont partagées entre ses quatre fils.

Fin du XIe siècle : A l'issue d'un accord passé avec Sancho Ramirez, roi d'Aragon et de Pampelune, Alphonse VI, roi de Léon et de Castille, annexe les territoires d'Alava, Biscaye et Guipuscoa. En 1076, Lope Iñiguez, comte d'Alava, Biscaye et Guipuscoa prête hommage au roi Alphonse VI.

Xe et XIe siècles : Epoque où prolifèrent les rédactions des *Historiae*, les copies de chartes et de cartulaires et les représentations cartographiques dans lesquelles les historiens modernes puisent l'essentiel de leurs sources. Les monastères, véritables centres culturels, contribuent puissamment à établir les fondements juridico-politiques de la monarchie navarraise. Pour ne citer qu'un exemple, le codex de Roda (vers 990) offre une information capitale sur les dynasties des Asturies, de Navarre et d'Aragon aux VIIIe et IXe siècles.

XIe, XIIe et XIIIe siècles : La Navarre se couvre de monastères. On en trouve à Irache, Irazu, Fitero, Oliva, Olite, Urdax, Pampelune, Estella, Tudela, Roncevaux, etc. Il en existe aussi dans le Labourd (Saint-Etienne et Saint-Bernard à Bayonne, Lahonce, Subernea), en Basse-Navarre (Behaune), en Alava (Gasteiz) et en Biscaye (Bermeo). Dans la Rioja, deux monastères sont très liés à l'histoire de la Navarre : San Millán de la Cogolla (San Millán de Suso et de Yuso) et Santa María la Real de Nájera (1052), qui a été longtemps la capitale des rois de Navarre (918-1076).

Début du XIe siècle : Apparition des *Glosas Emilianenses*. Il s'agit de plus de mille petites annotations ([gloses](#)) manuscrites, réalisées entre les lignes ou dans les marges de certains passages du [codex](#) latin Aemilianensis 60. Ces gloses sont écrites surtout en latin, mais il en existe une centaine en langue romane (le navarro-aragonais) et deux en basque médiéval. Ces dernières constituent le premier témoignage écrit connu – et non épigraphique – de cette langue.

XIe siècle : Siècle des premiers fors, chartes de peuplement et franchises urbaines. Les deux plus importants sont le *Fuero de los Francos de Jaca* en Aragon (1076) et le *for d'Estella-Lizarrá* en Navarre (1090). Ils serviront plus tard de modèles dans beaucoup d'autres lieux.

Fin du XIe siècle et début du XIIe siècle : Important afflux d'étrangers en Navarre, originaires des régions occitano-françaises. Les rois de Navarre mènent une politique d'attraction et d'implantation de populations chrétiennes provenant du Nord des Pyrénées. L'octroi de fors aux nouveaux arrivants permet de les fixer dans des points stratégiques sur le plan militaire et commercial. Ces fors, qui naissent le plus souvent à l'échelon local ou municipal, sont englobés ensuite dans des fors généraux qui s'étendent à toute une région.

1118 : Alphonse Ier le Batailleur (1104-1136), roi d'Aragon et de Pampelune, s'empare de Saragosse avec l'aide de chevaliers venus de Navarre, d'Aragon et du royaume de France. L'année suivante, en 1119, il conquiert Tudela et la vallée de l'Ebre

1152 : Aliénor d'Aquitaine, duchesse d'Aquitaine, se remarie avec Henri II, roi d'Angleterre, après l'annulation de son mariage avec le roi de France, Louis VII. Pendant plus de trois siècles, une partie des terres de l'actuel Pays basque nord sera sous l'autorité du suzerain anglais.

1177 : Richard Cœur de Lion doit intervenir dans le pays de Cize (la haute vallée de la Nive en Basse-Navarre) pour affirmer son autorité. En 1201 et 1202, Jean sans Terre et Sanche VII signent deux traités d'aide mutuelle. Des seigneurs du pays de Mixe (la haute vallée de la Bidouze en Basse-Navarre) et le vicomte de Soule deviennent des vassaux de Sanche VII. Ce dernier signe également un traité de libre commerce avec les bourgeois de la ville de Bayonne qui devient ainsi le port de la Navarre.

1180 : La ville de Saint-Sébastien, dans le Guipuscoa, se voit octroyer un for par le roi de Navarre. Aux XIIIe et XIVe siècles, son modèle est étendu à tous les ports du Guipuscoa. Dans le Labourd, Bayonne, port appartenant à la couronne d'Angleterre, bénéficie lui aussi d'une charte de franchise depuis 1189 (puis de coutumes, en 1215 et 1273).

1212 : Sanche VII de Navarre, dit « le Fort » (1194-1234), est le héros de la célèbre bataille de Las Navas de Tolosa contre les Almohades. Les troupes, navarraises de Sanche VII, castillanes d'Alphonse VIII et aragonaises de Pierre II, ainsi que les volontaires de Léon et du Portugal et des ordres militaires de Saint-Jacques, du Temple, de l'Hôpital et de Calatrava, affrontent l'armée du calife Muhammad an-Nasir. Les cavaliers navarraises enfoncent les lignes ennemies et prennent d'assaut la tente du calife. Les chaînes des esclaves qui la défendent sont ramenées en trophée et deviennent l'emblème du royaume de Navarre.

1234 : A la mort de Sanche VII, sans héritier direct, le royaume de Navarre est à nouveau démembré. Avec le nouveau roi de Navarre Thibaut Ier (1234-1253), fils du comte de Champagne et de Blanche de Navarre, qui a pour parrain Philippe Auguste et pour femme Marguerite de Bourbon, la Navarre tombe dans l'orbite française. L'appareil d'Etat, qui est inspiré de l'administration française, se complexifie. Cette amorce de centralisation, qui ne remet pas en cause les institutions forales existantes, déplaît à la noblesse navarraise. En 1236, Thibaut Ier confirme les franchises de la vallée d'Ostabarret en Basse-Navarre.

1238 : Le For général de Navarre, ou For ancien, est rédigé en roman-navarrais. Il limite les attributions du roi et garantit de nombreux droits publics et privés de ses sujets. Sur de nombreux points, le Fuero General de Navarra rappelle la Magna Carta Libertatum, ou Grande Charte anglaise de 1215, bien que celle-ci soit moins contraignante pour le roi d'Angleterre que le Fuero.

Au cours du XIIe siècle : Les Juifs de Navarre se voient concéder des fors qui fixent leurs conditions de vie et de pratique religieuse dans plusieurs villes (Najera, Tudela, Funes, Estella). Ces dispositions sont reprises et généralisées dans le For général du XIIIe siècle. Les Juifs sont artisans, commerçants, médecins, prêteurs et collecteurs fiscaux. Ils gèrent souvent les finances des rois et des grands seigneurs. Les chrétiens et les juifs des XIIe et XIIIe siècles vivent dans une relative bonne entente.

XIIe siècle : Des Maures (sarrazins, musulmans ou mudéjares), vivent dans le Sud de la Navarre sur des terres qui ont été reconquises par les chrétiens. Ils y bénéficient d'une certaine autonomie pour leurs activités professionnelles et leur pratique religieuse, mais leur position n'est pas vraiment enviable. L'image idyllique de la cohabitation pacifique des trois cultures, propagée au XIXe siècle par les romantiques pour décrire l'Espagne musulmane et celle des royaumes chrétiens, relève de la fiction ou du mythe. Dans les deux camps, la présence de communautés religieuses différentes est tolérée, mais toujours provisoirement, en fonction des circonstances.

1244 : Le vicomte de Soule, Raymond-Guillaume, prête hommage au roi de Navarre. Mais, bientôt, la situation se détériore. La guerre oppose l'Angleterre à la Navarre. Des villes, comme Saint-Jean-de-Luz, Espelette ou Bayonne, sont le théâtre de luttes entre partisans des deux royaumes. Le bourg d'Ainhoa avec son péage est constamment l'objet de contestations. En 1248, Henri III d'Angleterre se rend à Bayonne en compagnie de Simon de Montfort, comte de Leicester



et sénéchal de Gascogne, pour calmer les esprits. La paix est scellée en 1249, mais très provisoirement. Dès 1254, Henri III et Alphonse X de Castille s'allient contre la France et la Navarre.

1276-1277 : Un conflit sanglant, véritable guerre civile, ravage la Navarre. Deux factions nobiliaires s'affrontent. La majorité est plutôt favorable à la couronne de Castille, mais une minorité significative préfère la tutelle capétienne. L'autorité est finalement rétablie, après l'intervention sanglante de troupes venues du royaume de France, qui sont commandées par Robert d'Artois, Imbert de Beaujeu, Gaston de Foix et Eustache de Beaumarchais. Le résultat n'est pas sans conséquences immédiates. La majeure partie de la noblesse navarroise se tourne vers le royaume de Castille. Quant au royaume de Navarre, il perd une bonne partie de son indépendance au profit du royaume de France.

## **La fin du Moyen Age : les XIV et XVe siècles**

1300 : Fondation de Bilbao. Les ports de Portugaleta, Lekeitio et Ondarroa voient le jour, à leur tour, quelques années plus tard. L'urbanisation est donc plus tardive dans les provinces d'Alava, Guipuscoa et Bizcaye, qu'en Navarre.

La division géographique et administrative « Merindad mayor » de Guipuscoa apparaît en 1375 (on peut traduire ce terme par « bailliage »). A sa tête, on trouve le Merino, représentant direct du roi. Les hermandades (confréries) datent également du XIVe et surtout du XVe siècle. Ces confréries ou associations locales, autorisées par la couronne, permettent aux paysans, aux bourgeois et aux nobles de défendre leurs intérêts. En tant que structure juridico-politique, la hermandad de Guipuscoa se renforce tout au long du XVe siècle.

1452 : Le For ancien de Bizcaye, est établi à Guernica, ville fondée en 1366. Ce For ancien est un corpus juridique qui contient du droit public, du droit pénal et du droit civil. Il couvre donc à la fois les domaines politique, social et économique. Il définit les principes de liberté individuelle qui protègent les Biscayens contre le despotisme et l'arbitraire.

XIVe siècle : Les deux grands fléaux sont la peste (1348 et 1362) et la famine. Ils ont de graves effets sur la démographie de la Navarre. C'est parfois jusqu'à 50 % de la population d'un territoire ou d'une ville qui disparaît.

A la même époque, la situation des communautés de juifs se détériore. Il en existe alors non seulement en Navarre, mais aussi en Alava (Vitoria et Laguardia) et en Bizcaye (Valdemasa). Des violences et des pogroms se produisent, notamment à Pampelune, Tudela et Estella. Après le décret d'expulsion des Rois catholiques (1492), les juifs expulsés ne sont pas bien accueillis dans les aljamas (communautés juives) de Navarre. En 1498, Jean III de Navarre (Jean d'Albret) prend à son tour un décret d'expulsion. Les juifs de Navarre sont sommés de choisir entre l'exil et la conversion.

Une fois libérés définitivement de la domination musulmane, les royaumes du Nord de la péninsule connaissent une expansion fulgurante des langues néo-latines. La Navarre n'échappe pas à la règle. Le riojano-navarro-aragonais est utilisé de plus en plus largement par les clercs, les juristes et les lettrés aux dépens du basque. Les zones rurales et reculées restent bascophones, mais la langue de l'administration et des élites est romane. La même situation se perpétuera jusqu'au tournant du XXe siècle. La langue d'oc ou l'occitan se propage également en Navarre suite à l'implantation, au début du XIIe siècle, de colonies de peuplement en provenance des régions occitano-françaises. Le gascon, langue au substrat aquitain, qui a été influencée par le proto-basque et le vascon, est parlé à Bayonne, Pampelune, Estella, Mauléon, Saint-Palais, Ostabat, Labastide-Clairence et Saint-Jean-Pied-de Port.

XIVe et XVe siècles : Les marchands du Labourd, de Guipuscoa et de Bizcaye sont en relations commerciales et maritimes permanentes avec les ports de Bruges, Nantes, Dinan Saint-Malo, Londres, Bristol, Lisbonne, et avec ceux de la Ligue hanséatique de Bruges jusqu'à Riga et Novgorod.

L'exploitation des gisements de fer d'Alava et de Bizcaye (déjà attestée aux XIe, XIIe et XIIIe siècles) contribue fortement à l'expansion du commerce. Mais elle est aussi souvent un facteur de tensions et de divisions. Les puissantes familles nobiliaires se déchirent pour le contrôle des gisements, des forges, des moulins et des péages.

L'activité de la pêche à la baleine se développe dès le XIIIe, mais surtout au XIVe siècle. Les pêcheurs de hareng vont jusqu'en Irlande et en Angleterre. Ils établissent des pêcheries et des sécheries dans les ports bretons, normands et anglo-normands.

Pendant la guerre de Cent Ans, qui éclate en 1337, Bayonne est au côté du royaume d'Angleterre. Construite au XIIIe siècle, la cathédrale gothique témoigne de la richesse de la ville, qui est à l'apogée de sa puissance maritime. Dans le Labourd, deux puissantes familles s'opposent, les Beaumont, au service du roi d'Angleterre, et les Gramont, au service du roi de France. Les troupes françaises, commandées par Gaston IV de Foix-Béarn, conquièrent la Guyenne et prennent Bordeaux, Tartas, Mauléon, Dax et Bayonne (1451), défendue jusque alors par Jean de Beaumont.

Seconde moitié du XVe siècle : Les crises dynastiques se succèdent en Navarre. Le royaume, objet de toutes les convoitises, dépérit lentement. Les rivalités et les haines entre Beaumontais, appuyés par la Castille, et Gramontais, soutenus par les Aragonais, puis par les Français, sont tenaces et interminables. Chaque faction a ses représentants dans toute la Navarre.

## **Le XVIe siècle. Au sein d'une Espagne à l'apogée de sa puissance**

Début du XVIe siècle : Le royaume de Navarre s'écroule. La reine Catherine de Navarre, fille de Gaston V de Foix, accède au trône en 1483. Sœur de François Phébus, roi de Navarre de 1479 à 1483 et grand-mère d'Henri IV, Catherine de Navarre est couronnée avec son mari, Jean III de Navarre (fils d'Alain Albret) dans la cathédrale de Pampelune. Leur règne sera très mouvementé, car le roi de France et le roi d'Aragon et de Castille, leurs deux puissants voisins, projettent chacun de conquérir leur royaume.

1512 : La Haute Navarre est définitivement conquise par Ferdinand d'Aragon. Les troupes du Roi catholique, près de 10 000 hommes, commandées par le second duc d'Albe de Tormes, sont en majorité basques et aragonaises. Les plus forts contingents ont été fournis par le Guipuscoa, la Bizcaye et l'Alava. Jean et Catherine de Navarre doivent se réfugier sur leurs terres du Béarn et de Basse-Navarre, le « territoire d'Outre-Port ». Ils essaieront en vain de récupérer la Haute-Navarre, la partie la plus importante de leur royaume. Les tentatives diplomatiques et militaires de leur successeur, Henri II de Navarre (1517-1555), se révéleront elles aussi inutiles. La Haute-Navarre est désormais rattachée au royaume de Castille et d'Aragon. Elle conserve cependant son statut de royaume, ses fors et ses institutions particulières.

Printemps 1513 : Une armée espagnole, commandée par le marquis de Comares, nouveau vice-roi de Navarre, pénètre en Basse-Navarre. Un an plus tard, les représentants du territoire d' « Outre-Port », nobles et officiers royaux, se réunissent en assemblée à Ostabat pour prêter serment de fidélité à Ferdinand. Les institutions restent en place, les nobles conservent leurs prérogatives et les personnes qui exercent des charges administratives sont reconduites dans leurs fonctions. Pour sa part, Louis XII, avant tout soucieux de conserver la main sur la Guyenne, reconnaît Germaine de Foix, épouse en secondes nocces de Ferdinand, comme reine de Navarre.

1520 : La lutte s'engage entre François Ier et Charles Quint. Les troupes de François Ier s'emparent de Saint-Jean-Pied-de-Port, puis pénètrent en Espagne. Estella et Pampelune tombent ; l'armée française poursuit l'armée espagnole jusqu'à Logroño, capitale de la Rioja. Mais l'invasion est vite stoppée. Des troupes accourent depuis toutes les grandes villes d'Espagne. Les Quipuscoans, les Alavais et les Biscayens ne manquent pas à l'appel. L'armée française est bientôt contrainte à la retraite. Les territoires conquis sont récupérés d'abord en Haute Navarre, puis en Basse-Navarre. Les derniers partisans d'Henri II de Navarre résistent jusqu'en 1522, notamment dans la forteresse d'Amayur (dans la vallée de Baztan). D'autres Franco-Navarrais s'enferment dans la forteresse de Fontarabie. Ils ne capitulent qu'en 1524 devant une armée de 3 à 4 000 hommes (des [lansquenets](#) allemands et des soldats recrutés en Castille, Navarre, Aragón, Biscaye, Alava et Rioja) qui est aux ordres du capitaine général de Guipuscoa, le duc d'Albuquerque. Charles Quint n'abandonnera le territoire d' « Outre-port » qu'en 1529.

L'empereur se montre magnanime. Il accorde un pardon général à tous les Basques et Navarrais repentis de s'être rebellés « contre leur propre patrie ». Seuls cent quarante-trois hommes sont exclus du pardon pour avoir persisté dans la collaboration avec l'ennemi, « le roi de France, ses vassaux et ses alliés ». Tous les autres partisans d'Henri II recouvrent leurs biens et leurs titres. La répression est rapide, mais temporaire. La noblesse navarraise et les élites qui se sont rebellées contre Charles Quint, veulent avant tout préserver leurs intérêts et acquérir, si possible, de nouvelles fonctions, prérogatives et dignités. Elles s'intégreront donc très rapidement dans les institutions monarchiques des Habsbourg. Les plus hautes charges administratives et ecclésiastiques leur seront accessibles dans l'ensemble de l'Espagne et dans les Amériques. Pour les catégories sociales les plus modestes, le rattachement de la Navarre à la couronne d'Espagne ne signifie rien, aucune rupture, sinon la continuité et la permanence dans leurs humbles tâches de la vie quotidienne. Forcés de s'exiler pour des motifs d'ordre politique ou religieux, les huguenots franco-béarnais et une minorité de Navarrais dénoncent à l'envi « la chape de plomb de la contre-réforme catholique qui s'abat sur la Haute Navarre ». Mais les autres, le plus grand nombre, sont satisfaits d'avoir pu éviter l'annexion par le royaume de France et célèbrent l'épanouissement de la culture navarraise dans l'Espagne du Siècle d'or.

Les Basques ont marqué de leur empreinte le Siècle d'or espagnol. La liste des théologiens, juristes, économistes, historiens, religieux, missionnaires, navigateurs, conquistadors, soldats, artistes et hommes de lettres d'origine navarraise ou basque, au service de l'Espagne des Habsbourg, est fort longue. Le théologien et économiste, Martin de Azpilcueta (1492-1586), une des grandes figures de la prestigieuse « école de Salamanque », est un exemple archétypique. Né dans la vallée du Baztan, dans une famille noble partisane des Gramont, le Doctor navarrus enseigne à l'université de Salamanque pendant quatorze ans. Il est ensuite nommé, par ordre de l'empereur, à l'université de Coimbra (Portugal) où il enseigne seize ans. En 1568, il est envoyé à Rome par le roi Philippe II pour se charger de la défense d'un autre Navarrais, Bartolomeo Carranza, archevêque de Tolède et primat d'Espagne, qui est accusé d'hérésie. Azpilcueta est aussi un conseiller très écouté des papes Grégoire XIII et Sixte V. Deux autres noms sont également très célèbres : celui du Guipuscoan, fondateur des jésuites, saint Ignace de Loyola, et celui de l'un de ses proches collaborateurs, le Navarrais saint François-Xavier. Un autre jésuite mérite d'être mentionné, le peintre et missionnaire, Jean de Mayorga. Né à Saint-Jean-Pied-de-Port, il est assassiné, avec quarante autres missionnaires, par les hommes du corsaire huguenot Jacques Sourie.

Deux personnalités très connues, Francisco de Vitoria (1483/86-1546) et Miguel Servet (1509/11-1553), ne sont ni basques ni navarraises, contrairement à ce qui est souvent affirmé. Le dominicain Vitoria, célèbre professeur de l'université de Salamanque, l'un des fondateurs du droit international public, est né à Burgos (Castille) dans une famille originaire de Vitoria (Biscaye). Quant à Servet, théologien protestant et scientifique, condamné à mourir sur le bûcher par ordre du Conseil de Genève et des églises réformées de quatre cantons, sous l'influence directe de Calvin, il est né à Villanueva de Sigüenza en Aragon et non pas à Tudela (Navarre) comme on le lit souvent.

Parmi les moins de trente mille Espagnols qui découvrent et conquièrent l'Amérique entre 1492 et

1560, les patronymes basques abondent. Lors de la traversée de Christophe Colomb, plusieurs Basques sont du voyage. Ces hommes, qui vivent en Andalousie, proviennent du Guipuscoa et de la Bizcaye. Juan Sebastian Elcano, le navigateur qui ramène l'expédition de Magellan à bon port, en 1522, et qui effectue le premier tour du monde, est natif de Getaria (Guipuskoa). Lope de Aguirre, le conquistador sanglant, surnommé « Le Fou » et « Le Tyran » par ses propres hommes, qui se rebelle contre la monarchie espagnole, est né dans la vallée d'Araoz près d'Oñate (Guipuscoa). Près de 5 % des quatre cents hommes d'Hernan Cortes qui se lancent à la conquête du Mexique avec l'aide du peuple Tlaxcaltèque, sont des Basques. Le franciscain, protecteur des Indiens, premier évêque de Mexico, Juan de Zumarraga, est originaire de Durango (Biscaye). L'autre franciscain, grand défenseur des Indiens, Jeronimo de Mendieta, est né à Vitoria. Le conquistador qui a colonisé le Paraguay, Domingo Martinez de Irala, est natif de Vergara (Guipuscoa). Le capitaine général des Philippines, Miguel López de Legazpi, fondateur de Manille (1571), est né à Zumarraga (Guipuscoa). Juan de Garay, fondateur de Santa Fe et de Buenos Aires, se définit comme biscayen. L'explorateur Andres de Urdaneta est guipuscoan. Le conquistador Pedro de Ursúa, assassiné par les hommes de Lope de Aguirre, est navarrais. Le magistrat Pedro Ortiz de Zárate est biscayen. Sur les cent trente-deux entreprises établies dans la ville de Potosi (au sud de la Bolivie), en 1580, 80 % appartiennent à des Basques. Au XVIIe siècle, sur les douze exploitants des mines d'argent de Potosi, huit sont d'origine basque et sur la douzaine de conseillers que comptent la municipalité, six sont basques.

Les histoires du Chili, du Venezuela et de l'Argentine, pour ne citer que ces deux pays, seraient très incomplètes voire déformées si les noms des Basques en étaient effacés. A vrai dire, les élites navarraises et basquaises sont les meilleurs soutiens de la monarchie espagnole. Aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècle, l'attraction et la fascination de l'Espagne impériale est considérable. Elle offre de brillantes perspectives de carrières dans l'administration, l'armée, l'université, et l'Eglise. Sans cette attirance, on ne saurait expliquer les intenses mouvements migratoires que connaissent la Basse-Navarre et le Centre de la France vers la Haute-Navarre, l'Espagne et les Indes espagnoles.

Août 1539 : L'ordonnance de Villers-Cotterêts est édictée par le [roi de France, François Ier](#). Le [français](#) devient la [langue officielle](#) du [droit](#) et de l'[administration](#) à la place du [latin](#) dans l'ensemble du royaume et, donc, au Pays basque. Les deux siècles qui suivent sont marqués par la non-intervention en matière de politique linguistique régionale, mais une bonne partie des élites locales adopte le français, signe de bonne éducation et promesse de reconnaissance sociale.

1545 : Le prêtre et écrivain bas-navarrais, Bernard d'Etchepare ou Beñat Etxepare, vicaire de Saint-Michel-de-Vieux, rédige et imprime à Bordeaux le premier livre en langue basque de l'Histoire, Linguae Vasconum Primitiae. Etchepare est l'auteur en langue basque le plus connu du XVIe siècle.

1548 : Jeanne III de Navarre, fille d'Henri II d'Albret et de Marguerite d'Angoulême et donc nièce de François Ier, épouse Antoine de Bourbon. Elle aura cinq enfants avec lui. Deux survivront, Catherine et Henri, futur Henri III de Navarre, et roi de France sous le nom d'Henri IV. Antoine de Bourbon, mari de Jeanne III, combat dans les rangs catholiques et meurt au siège de Rouen, en 1562. Jeanne se convertit au protestantisme dès 1560, probablement sous l'influence de Théodore de Bèze. Elle fait traduire le Nouveau Testament en basque (1571) par le pasteur Jean de Liçarrague, de La Bastide Clairence, et cherche à implanter le calvinisme sur ses terres. Le Béarn accepte plutôt bien de se convertir, la Soule beaucoup moins et la Basse-Navarre pas du tout. Les armées catholiques et protestantes s'affrontent durablement. Plus d'une centaine d'églises sont incendiées, détruites ou endommagées. A la mort de Jeanne d'Albret, le titre de « roi de Navarre » passe à son fils, Henri III. Trente-cinquième et dernier roi de Navarre, ce sera bientôt Henri IV « roi de France et de Navarre ». Ses successeurs, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI, hériteront de son titre jusqu'à la Révolution.

A partir de 1598 : Après l'abjuration du protestantisme et du sacre d'Henri IV, l'intégration de la noblesse de la Basse-Navarre aux institutions de la monarchie française se renforce. Cette intégration des élites et de la noblesse du versant nord des Pyrénées au royaume de France est donc plus tardive que celle des élites et de la noblesse du versant sud au royaume d'Espagne.

XVI<sup>e</sup> siècle : La Navarre et les « provinces basques » ont toutes des assemblées qui sont composées par les représentants des hermandades, des confréries locales, des assemblées paroissiales et des délégués de villes. Dans l'Alava, le Guipuscoa et la Biscaye, les Juntas Generales sont les gardiennes des fueros, des coutumes, des lois et des ordonnances. Elles ont de larges attributions en matière administrative et judiciaire. Les nouvelles mesures réglementaires qu'elles adoptent ont force de loi, mais seulement après approbation par le roi. Dans le Labourd, l'assemblée a pour nom le Biltzar ; ses membres sont des délégués de paroisse, la noblesse n'y étant pas représentée. En Soule, l'équivalent du Biltzar a pour nom le Silviet. La Haute et la Basse Navarre conservent les institutions de l'ancien royaume. Les Etats généraux ou Cortès sont composés de représentants des trois ordres : église, noblesse et tiers état. Ils se réunissent pour la Haute Navarre, comme pour la Basse Navarre, dans différentes villes du royaume. En Basse-Navarre, la tendance constante est de réduire les pouvoirs de ces assemblées locales au profit de l'autorité monarchique. En revanche, dans la Haute Navarre et les « provinces Basques », du moins pendant toute la durée de la dynastie des Habsbourg, les assemblées locales gardent leur force et leur vigueur. Dans la conception politique traditionnelle espagnole, théorisée par l'école de Salamanque, le roi est le garant des institutions forales et des libertés locales.

1527 : Philippe II proclame la hidalguia universal. La reconnaissance générale de l'hidalguia universal, en Bizcaye et Guipuzcoa, puis sa consolidation juridique, avec les droits nobiliaires et les exemptions de taxes fiscales qui lui sont attachées, ne signifie pas pour autant que tous les Basques sont nobles. Les hidalgos issus de l'ancienne noblesse, de la petite aristocratie, de la bourgeoisie et de la paysannerie supérieure, n'ont pas tous la même possibilité d'accès aux charges publiques. Des critères de fortune, de culture, d'éducation et de compétences linguistiques existent et s'imposent. La hiérarchie nobiliaire est d'ailleurs renforcée en Espagne avec l'arrivée de la dynastie des Bourbons au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les femmes du Pays basque et de la Navarre ont plus ou moins le même statut que dans le reste de la France et de l'Espagne. En général, elles ne jouissent de la pleine capacité juridique que lorsqu'elles sont célibataires ou veuves. Mariées, elles ne peuvent plus accomplir d'actes juridiques, sauf en l'absence de leurs maris. C'est bien sûr le cas des femmes mariées avec des négociants, commerçants, marchands, pêcheurs et navigateurs.

Le XVI<sup>e</sup> siècle est aussi marqué par la rivalité entre factions nobiliaires, par leurs luttes pour le contrôle des assemblées locales et par la résistance menée par la bourgeoisie, les paysans et les autorités ecclésiastiques pour récupérer les revenus qui ont été confisqués par les seigneurs les plus puissants. Enfin, outre qu'une grande partie de la population souffre de sous-alimentation chronique, les sept « territoires historiques » connaissent deux recrudescences de la peste au début et à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

## **XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Du Siècle d'or au temps des Bourbons et à la Terreur révolutionnaire.**

1609-1610 : Deux grands procès en sorcellerie ont lieu de part et d'autre des Pyrénées. Sur ordre d'Henri IV, le juriste Pierre de Lancre est envoyé à Bayonne pour purger le Labourd de ses sorcières et sorciers. Cet épisode barbare de chasse aux sorcières reste encore gravé dans les mémoires. Il se solde par l'exécution de soixante à quatre-vingt personnes. En Espagne, le procès des sorcières de Zugarramurdi, petit village de Navarre proche de la frontière, est la plus grave affaire jamais jugée par l'Inquisition espagnole en matière de sorcellerie. Vingt-quatre sorcières sont condamnées à la peine capitale, dix-huit sont épargnées pour avoir demandé la miséricorde du tribunal, mais six sont exécutées pour l'avoir refusée. Ainsi, selon que l'on soit au nord ou au sud des Pyrénées, la justice n'est pas la même...

A partir de 1618 : La guerre de Trente Ans déchire l'Europe. Une série de conflits oppose les Habsbourg de la péninsule et du Saint Empire romain germanique, qui sont soutenus par Rome,



aux Etats allemands protestants, aux pays scandinaves et à la France qui entendent réduire la puissance de l'Espagne. Ces conflits entraînent une baisse drastique des échanges commerciaux entre les deux versants des Pyrénées et sont très néfastes pour les économies des sept provinces basques.

1627 : Le docteur en théologie, Joannes Etxeberri, vicaire de Ciboure, publie trois livres religieux en vers et en basque qui sont imprimés à Bordeaux. Quelques années plus tard, en 1643, le prêtre écrivain navarrais, né à Urdax, Pedro Daguerra, « Axular », publie le livre d'ascèse Gero. Axular est le principal représentant de l'école des ecclésiastiques de Sare. A la même époque, il faut mentionner le premier auteur laïc d'un livre en langue basque, l'historien humaniste, né à Mauléon, Arnaud Oihenart.

1648 : Les traités de Westphalie concluent à la fois la guerre de Trente Ans et la guerre de Quatre-Vingts Ans qui oppose l'Espagne aux sept provinces protestantes des dix-sept provinces des Pays-Bas espagnols. Entre la France et l'Espagne, la lutte continue jusqu'au traité des Pyrénées, qui est signé le 7 novembre 1659, sur l'[île des Faisans](#), au milieu de la [Bidassoa](#), frontière entre les deux royaumes. Les rois [Louis XIV](#) et [Philippe IV](#) sont représentés par leurs Premiers ministres respectifs, le cardinal [Mazarin](#) et don Luis de Haro.

3 et 9 juin 1660 : Mariage entre Louis XIV et Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV. Les cérémonies, qui scellent l'accord entre les deux royaumes, sont célébrées dans les églises de Fontarrabie puis de Saint-Jean-de-Luz.

Premières décennies du XVIIIe siècle : Sous l'effet conjugué des guerres, des recrudescences de la peste et des déficiences alimentaires chroniques, on assiste à une baisse sensible de la démographie. La reprise ultérieure fait néanmoins du siècle une période de croissance démographique. La culture du maïs, rapportée d'Amérique par Christophe Colomb, s'étend progressivement. Elle devient un produit de première nécessité à partir du XVIIIe siècle. Malgré les progrès de l'agriculture, les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de la population ne sont pas suffisantes. L'émigration des « territoires Basques » vers le reste de l'Espagne des Habsbourg et le reste de la France des Bourbons, déjà commencée au siècle précédent, se poursuit et s'accélère. Paradoxalement, les élites du Siècle des lumières ou de l'Illustration, qui sont connues pour leurs idées philanthropiques et universalistes, ne s'opposent pas aux attitudes collectives d'exclusion et de rejet dont sont victimes les migrants. Au contraire, elles poussent même à adopter des mesures limitant l'arrivée et l'installation des nouveaux entrants dans l'espoir d'assurer la protection, le soutien et le calme des populations locales. Les fondements de la société rurale sont lentement remis en cause. De nouveaux intérêts se font jour. La vente des bois communaux et les mouvements de clôture des terres s'accroissent. Une nouvelle catégorie d'agriculteurs, qui désire s'émanciper des contraintes collectives, apparaît et se développe.

Trois atouts favorisent le développement économique des « territoires Basques » : la proximité de la mer, la présence de mines de fer et l'abondance des bois et des forêts. Depuis la seconde moitié du XVIe siècle, et à partir d'une vingtaine de ports du littoral atlantique, les Labourdins, les Guipuscoans et les Biscayens peuvent naviguer jusque dans les zones de pêche de l'Atlantique nord, autour de Terre-Neuve et du Saint-Laurent. La proximité des mines de fer et des exploitations forestières facilite l'approvisionnement des chantiers de construction navale où sont armés les morutiers et les baleiniers. Les activités maritimes du littoral basque souffrent cependant de la concurrence étrangère et, bien sûr, des efforts de guerre exigés par la marine espagnole et française. Les politiques fiscales et douanières imposées par les deux Etats et les modes de recrutement quasi forcés des marins-pêcheurs ne sont pas favorables à l'expansion du secteur. Les corsaires basques participent à la guerre avec l'autorisation de leur gouvernement. Mais les bénéfices qu'ils retirent de leur activité ne sauraient enrayer le déclin des villes côtières.

Fin du XVIIIe siècle : L'économie maritime basque commence à décliner. Elle s'effondre au XVIIIe siècle. La pêche hauturière disparaît et se voit remplacée par la pêche côtière, en particulier par celle de la sardine. L'exemple de Bayonne est frappant. Son activité commerciale décline fortement alors que des ports comme Bordeaux, Nantes et Rouen sont en plein essor.

La société d'Ancien Régime est divisée en trois ordres : le clergé, la noblesse et le tiers-état. Mais dans les provinces basques, on trouve des possédants et propriétaires de la terre et des mines dans chaque ordre. La terre fait l'objet de trois catégories juridiques : l'alleu (propriété absolue), la censive ou tenure (terre concédée moyennant une redevance annuelle) et le fief (avec redevances, obligations et prérogatives honorifiques diverses, et qui peut être acquis par un bourgeois). Un paysan peut donc travailler sur des terres appartenant à un autre gros paysan, à un bourgeois, à un noble ou à une seigneurie ecclésiastique. Mais la plus grande partie de la société rurale des territoires basques est composée de paysans exploitant de petites propriétés.

1712 : Le second écrivain non ecclésiastique de la littérature basque, le médecin Joannes Etxeberri de Sara, publie une apologie de la langue basque : *Escararen hatsapenak* (Rudiments de basque). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les deux autres grands promoteurs de la langue et de la culture basques sont le père jésuite Manuel Larramendi et le comte de Peñaflores, Xabier de Munibe, fondateur de la Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País (1765). Tous auront pour continuateurs une bonne dizaine de jésuites et de vicaires guipuscoans et biscayens.

1716 : Après la mort de Charles II, dernier des Habsbourg, la dynastie des Bourbons s'installe à Madrid. Pendant les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les fors et coutumes (supports juridico-historiques de l'organisation politique et administrative), qui garantissent le respect des libertés, des droits et des particularités locales dans les provinces basques espagnoles, sont peu ou prou respectés. Mais alors que dans la conception monarchique traditionnelle des Habsbourg, les fors sont des pactes qui obligent le roi sur des libertés préexistantes, dans la conception monarchique absolutiste des Bourbons, les fors sont des concessions que les souverains accordent et qu'ils sont libres de révoquer. Les tendances absolutistes et centralistes s'affirment avec la branche d'Anjou, issue de [Philippe de France](#), duc d'Anjou, petit-fils de [Louis XIV](#). Mais Philippe V, Ferdinand VI, Charles III et Charles IV, doivent d'abord composer avec la vigueur du foralisme basque et navarrais. Après l'abolition des fors des royaumes d'Aragon et de Valence (1707), du royaume de Castille (1713), puis, du royaume de Mallorque et de la principauté de Catalogne (1715), la Navarre et les trois provinces basques occidentales restent les bastions de la résistance contre la poussée centraliste et absolutiste des Bourbons. Le régime foral basco-navarrais repose alors sur trois piliers : d'abord, le « pase foral » (les ordonnances de la monarchie espagnole peuvent être déclarées nulles lorsqu'elles portent atteintes aux fors ; chaque roi de Castille et de Biscaye est obligé de jurer fidélité aux fueros sous l'arbre de Guernika) ; ensuite, les juntas provinciales (assemblées qui s'appuient sur les conseils municipaux et locaux, dans lesquelles la participation populaire est plus importante que dans le reste de l'Espagne) ; enfin, le corrégidor (fonctionnaire ou représentant du roi). Dans le domaine fiscal, les Basques sont exemptés de contributions imposées par l'Etat et leur pays est considéré comme une « zone franche ». Ils ne payent pas de taxes sur l'importation ou l'exportation de marchandises en provenance du reste du territoire de l'Espagne. Enfin, la frontière n'est pas fixée sur la Bidassoa, mais sur l'Ebre.

A l'inverse, en France, les atteintes royales contre les institutions locales, notamment par l'octroi de très larges pouvoirs aux intendants, ne cessent pas jusqu'à la Révolution. Pour les élites et les populations locales, la résistance passive est le seul recours possible. Enfin, de part et d'autre des Pyrénées, l'époque est ponctuée de révoltes fiscales contre l'établissement de nouveaux impôts.

1770-1788 : Ces années sont calamiteuses pour le Nord du Pays basque. Les mauvaises récoltes de céréales se succèdent et les effets désastreux de l'épizootie des années 1774-1776 se font encore sentir. Les intérêts des deux mondes, urbain et rural, continuent de s'affronter. D'une part, le littoral avec son commerce et son industrie balbutiante, d'autre part, l'intérieur, dont l'économie est agraire et pastorale. La suppression des droits fiscaux de la monarchie est la revendication la plus partagée. Nobles, bourgeois, ecclésiastiques, gros et petits paysans, rêvent de réformes antagoniques et contradictoires, mais personne n'imagine l'éventualité d'une révolution.

En Guipuscoa, Biscaye et Alava, l'hidalguia universal, a conduit la noblesse, tout comme la bourgeoisie, à investir les offices de la magistrature, du commerce et de l'industrie (en particulier dans les forges). A l'inverse, en Haute et Basse Navarre, la fortune nobiliaire dépend des revenus

de la terre, ou de la carrière militaire dans les armées du roi. La noblesse navarraise est cependant modeste. Le mérite, le talent, l'instruction, la fortune, si révéérés par les Lumières, sont des critères essentiels de promotion et de réussite sociale.

24 janvier 1789 : Les lettres de convocation des Etats généraux sont envoyées dans les provinces basques comme dans le reste de la France. Ces lettres ne semblent pas poser de problèmes institutionnels aux Biltzar du Labourd et au Silviet de Soule. Mais ce n'est pas le cas de la Basse Navarre. Le 4 avril 1789, les Etats généraux du royaume de Navarre adressent des remontrances au roi. Ils se disent « effrayés » « de l'atteinte portée à leur constitution ». Ces remontrances, signées par la noblesse, le clergé et le tiers-état, affirment les droits historiques et juridiques du royaume de Navarre qui n'est pas une province de France et « qui n'a jamais cessé d'être un royaume distinct et séparé de celui de la France ». Un combat juridique s'engage, mais qui est évidemment perdu d'avance.

Les débuts de la Révolution : La population des provinces du Pays basque français n'est pas d'emblée majoritairement hostile à la Révolution, mais plutôt partagée entre partisans et adversaires. Les élites sont ouvertes à la philosophie des Lumières. L'individualisme rationaliste est perçu comme une voie progressiste, comme une manière de se libérer des vieux carcans communautaires et sociaux. Une bonne vingtaine de villes sont rebaptisées d'un nom révolutionnaire, mais plusieurs sont réputées favorables à la Révolution. Il en est ainsi de Bayonne, de Saint-Jean-de-Luz (renommée Chauvin-Dragon) de Saint Pée-sur-Nivelle (Beaugard) ou de Mauléon. Enfin, il ne faut pas oublier qu'une proportion significative de la population est indifférente au processus révolutionnaire. Durant la période révolutionnaire, le « peuple » ou la « nation » est d'ailleurs réduit à la petite minorité des « citoyens actifs » ou des « patriotes » disposant du droit de vote.

Nuit du 4 août 1789 : L'Assemblée constituante vote l'abolition des privilèges des classes, des provinces, des villes et des corporations. Les provinces basques voient enterrer leurs institutions locales. Les députés labourdins, qui se sont affranchis du mandat impératif pour voter l'abolition des privilèges, sont désavoués par le Biltzar. Celui-ci se réunit pour la dernière fois à Ustarritz, le 18 novembre 1789. Il sollicite à l'Assemblée nationale le maintien de « sa constitution actuelle », mais sans obtenir le moindre résultat.

Dès janvier 1790 : L'espoir, l'enthousiasme et le rêve des partisans de la Révolution cèdent la place à la désillusion et à l'amertume. La question du découpage départemental, la politique de déchristianisation, les spoliations de l'Eglise, la persécution des prêtres réfractaires, la guerre contre l'Espagne, la mobilisation, les réquisitions, la disette, la pénurie de denrées, la spéculation, les mauvaises récoltes, la dépréciation de l'assignat, la cherté des prix, radicalisent les adversaires et érodent l'enthousiasme des partisans.

8 janvier et 26 février 1790 : Naissance du département des Basses-Pyrénées. Un décret du 22 décembre 1789 décide la création de départements afin de donner au royaume une organisation territoriale plus rationnelle. Un projet présenté à l'Assemblée le 8 janvier 1790, prévoit un seul département regroupant « le Pays basque et le Béarn ». Malgré les protestations des députés du Pays basque, le décret est voté le 12 janvier 1790. La dénomination « département des Basses-Pyrénées » est adoptée le 26 février. A la fin de l'été 1790, l'Assemblée nationale décrète que le chef-lieu du département des Basse-Pyrénées sera Pau, dans le Béarn. Le mécanisme centralisateur et uniformisateur du jacobinisme révolutionnaire est en marche. La question du département suscite la déception de beaucoup de Basques. Elle constitue un tournant dans la perception de la Révolution en Pays basque.

29 mai et 12 juillet 1790 : La Constitution civile du clergé est discutée et votée par l'Assemblée nationale. Evêques, curés et vicaires sont désormais élus par les corps électoraux. L'adhésion au nouveau régime est forcée. Un serment de fidélité est exigé des nouveaux fonctionnaires. Les biens de l'Eglise sont confisqués et déclarés biens nationaux à partir du décret du 2 novembre 1789. Dès la fin de l'année 1790, les prêtres réfractaires sont majoritaires au Pays basque. La politique de déchristianisation atteint son apogée à partir de 1792. En décembre 1793, la

cathédrale Sainte-Marie de Bayonne est transformée en temple du nouveau culte de l'Être suprême. Certaines églises sont utilisées comme granges et les célébrations de messes sont interdites. Les prêtres réfractaires, qui ne s'exilent pas, font l'objet de mesures pénales et sont même condamnés à la déportation. La population du Pays basque, majoritairement catholique, ne comprend pas les persécutions dont ils sont l'objet. D'autant moins que ses prêtres ont largement participé au mouvement rénovateur des Lumières au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans les villages et les bourgs des campagnes, les prêtres assermentés font l'objet de railleries et d'injures politiques. Outre leur infidélité, il leur est reproché de courir à la curée des positions et des charges enlevées à leurs collègues déclarés « antipatriotes ».

A partir de l'été 1792 : Les « patriotes » de la Convention nationale (girondins puis montagnards) donnent libre cours à leur nationalisme exacerbé. La dépréciation de l'assignat contribue à aggraver les conditions de vie de la population. Les mesures autoritaires imposées par la Convention, le comité de Salut public et le comité de Sûreté générale heurtent de plein fouet le libéralisme de la bourgeoisie bayonnaise et labourdine.

11 juillet 1792 : L'Assemblée législative déclare « la patrie en danger » et demande aux volontaires de s'engager. Chaque département doit fournir le plus grand nombre d'hommes possible. Dans le Labourd, la Soule et la Basse Navarre, la proclamation ne suscite aucun enthousiasme. Malgré la propagande et les manipulations de l'opinion, l'échec est total. Les registres municipaux restent désespérément vides.

15 janvier 1793 : Les députés des trois provinces basques à la Convention nationale ne votent pas la mort de Louis XVI, mais la détention pendant la durée de la guerre et le bannissement la paix revenue. Parmi eux, le ministre de la Justice Dominique-Joseph Garat, conduit la délégation qui est chargée de notifier le verdict au roi, le 20 janvier 1793. Membre de la loge des Neuf-Sœurs, tour à tour ministre de la Justice et de l'Intérieur, le Bayonnais Garat est un rhéteur brillant, ambitieux, mais un parfait opportuniste. Il a été désavoué par le Biltzar, le 1<sup>er</sup> septembre 1789, pour avoir trahi ses compatriotes lors de la nuit du 4 août. Qualifié sévèrement « d'eunuque politique » par la girondine Madame Roland, Rivarol l'appelait « le confiseur de l'Assemblée ». Sa voix reste inaudible lors des massacres de septembre 1792. Ami de Barère, il est nommé Commissaire au comité exécutif de l'Instruction publique. Plus tard, ambassadeur à Naples, il sera sénateur et comte de l'Empire.

Au cours de l'année 1793 : La Convention doit recourir à la réquisition des biens et des personnes. Les hommes sont recrutés de force. Les artisans de tous les corps de métiers sont mobilisés. Un effort violent et impitoyable est imposé aux populations. Il durera jusqu'à la chute de l'Empire. Ces mesures coercitives sont évidemment mal supportées, en particulier par la population agricole. Un certificat de civisme atteste la bonne conduite et de l'orthodoxie politique de son porteur. Il est obligatoire pour remplir bon nombre de fonctions et de charges administratives. Il est le seul moyen d'être libre de ses mouvements. Bientôt, la seule attitude admise est l'adhésion sans faille. En vertu de la loi des Suspects, du 17 septembre 1793, les personnes qui n'ont pas le certificat de civisme sont susceptibles d'être arrêtées et recluses.

Tout au long des années 1793-1794 : La Révolution française prend le visage du jacobinisme exacerbé et sanglant. Les révolutionnaires s'en prennent violemment à la diversité des idiomes de France. Pour l'abbé Grégoire et Bertrand Barère, le français doit être étendu de manière uniforme et exclusive. Les autres langues ne sont que des « jargons barbares », des « idiomes grossiers » qui ne servent que le fanatisme et la contre-révolution. Les Basques sont accusés d'être sous la domination de leurs prêtres. Le 27 janvier 1794, devant la Convention, Barère déclare : « Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle basque. Cassons ces instruments de dommage et d'erreur. » La politique d'uniformisation linguistique de la Convention montagnarde ne recevra guère d'importante inflexion par la suite.

7 mars 1793 : La France déclare la guerre à l'Espagne. La situation des populations des frontières se dégrade. Les ressources des provinces basques sont réquisitionnées pour la fourniture des

armées. Leur territoire est le théâtre d'opérations militaires. L'armée des Pyrénées occidentales, créée par décret du 30 avril 1793, stationne entre Bayonne, Hendaye et Saint-Jean-Pied-de-Port. Les 10 000 soldats du début du conflit sont bientôt 70 000. En face, l'armée espagnole aligne 22 000 hommes. Il s'agit à la fois de soldats réguliers, de troupes auxiliaires des institutions forales basques et de membres de la Légion royale des Pyrénées qui est composée d'émigrés et de déserteurs basques. Le 23 avril, à Hendaye, et le 30 avril, à Sare, les Espagnols lancent deux offensives victorieuses. L'échec militaire est attribué au comportement « antipatriote » des populations locales. Celles-ci sont accusées de pactiser avec les Espagnols et d'être sous l'influence de prêtres réfractaires. La répression doit avoir valeur d'exemple.

26 février et 3 mars 1794 : Des décrets d'internement sont votés par la Convention. Ils vont être appliqués avec zèle par les révolutionnaires montagnards, membres des Sociétés populaires et des comités de Surveillance de Bayonne, Saint-Jean-de-Luz et de plusieurs autres villes. Environ 4 000 personnes, hommes, femmes et enfants, sont séparées et déportées dans des conditions sanitaires tout à fait inhumaines. Il en est ainsi d'une partie des habitants de Ainhoa, Ascain, Espelette, Ixassou, Souraide et Sare, puis de Biriadou, Cambo, Macaye, Mendionde, Larressorre et Louhossoa. Les départements choisis pour l'internement sont le Lot, le Lot-et-Garonne, le Gers, les Landes et les Hautes-Pyrénées. Les plus chanceux arrivent à fuir, franchissent la frontière et s'exilent en Espagne. Cela dit, le Pays basque n'est pas unanimement contre-révolutionnaire. Il connaît un épisode particulièrement sanglant de son histoire, mais, évidemment, sans commune mesure avec le drame du génocide vendéen.

Juillet 1794 : Le général Bon-Adrien Jeannot de Moncey, récemment nommé à la tête de l'armée des Pyrénées-Occidentales, lance une contre-offensive. Traversant la frontière, ses hommes pénètrent dans la vallée du Baztan (Navarre). A la tête d'un bataillon de chasseurs basques, le futur maréchal de France Jean Isidore Harispe, se distingue à la bataille des Aldudes. Fontarabie est occupée le 2 août et Saint-Sébastien deux jours plus tard. Le maire de la capitale du Guipuscoa ouvre les portes de sa ville aux troupes d'occupation sans la moindre résistance. Quelques jours plus tard, la Députation forale du Guipuscoa entre en contact avec les autorités françaises. Par la voix des députés, Romero et Aldamar, elle leur demande de créer un nouveau régime institutionnel pour la province du Guipuscoa, « indépendant de l'Espagne ». D'autres villes de l'Ouest guipuscoan restent cependant fidèles à la monarchie espagnole et se battent jusqu'au bout. Bilbao et Vitoria sont occupées sans difficultés au début de l'été 1795. Les troupes françaises avancent jusqu'à Miranda de Ebro. Mais, en revanche, la Navarre réagit unanimement contre l'envahisseur. Pampelune est assiégée, mais, après le traité de paix de Bâle signé le 25 juillet 1795, les Français se retirent.

Dès novembre 1794 : Les représentants du peuple Pinet et Cavaignac, donnent leurs réponses à la députation du Guipuscoa, à Guetaria. Ils proposent d'incorporer le Guipuscoa à la République française... mais en gouvernant la province comme un pays conquis. On ne peut que spéculer sur les raisons de la collaboration d'un bon nombre d'élus et de représentants politiques du Guipuscoa avec l'occupant français. Comment ces notables pouvaient-ils imaginer qu'après avoir aboli les coutumes et les institutions historiques du Pays basque du Nord, les autorités révolutionnaires françaises consentiraient à établir une République guipuscoane sous la protection de la France et dans le respect du droit foral ? Une partie de la réponse se trouve sans doute dans le contexte historico-culturel de l'époque. A la différence des villes de l'intérieur, Saint-Sébastien et Bilbao étaient des villes cosmopolites. Parmi leurs élites urbaines et leurs commerçants, on trouvait de nombreux noms de Flamands, de Français, d'Irlandais et d'Hollandais. Le Pays basque sud était particulièrement perméable aux idées et à la propagande révolutionnaire du fait de sa proximité géographique avec la France. Il y avait de nombreux lecteurs de l'Encyclopédie parmi les Guipuscoans, notamment parmi les fondateurs de la Real Sociedad Bascongada de los Amigos del País (1765) dont un bon nombre étaient francs-maçons.

La Révolution française est un véritable ascenseur social par le biais de la carrière militaire. Mais, dans le cas du Pays basque, les principaux acteurs politiques sont déjà en place sous l'Ancien Régime. Ils poursuivent leurs carrières sous la Révolution et, parfois, sous l'Empire. Les notables ruraux (laboureurs, artisans, hommes de loi et négociants), la bourgeoisie urbaine et les grandes



familles commerciales et financières, très souvent alliées aux familles nobles, sont les grands bénéficiaires de la Révolution. L'intégration des élites du Pays basque dans les structures de l'Etat français se poursuit et se renforce. Les sociétés antiques, médiévales et de l'Ancien Régime étaient ouvertement inégalitaires, mais, contrairement aux idées reçues sur ce point, il n'y a pas de rupture après la Révolution.

## **Le XIXe siècle, entre le centralisme libéral espagnol et le nationalisme jacobin français**

De part et d'autre de la frontière, la majorité de la population rurale résiste au centralisme libéral et adhère au catholicisme traditionnel alors que, dans les villes, la bourgeoisie est le pilier de l'intégration nationale. Au lendemain de la Révolution française, les historiens basques se divisent sur l'interprétation de l'événement. Le Pays basque ne reste pas longtemps en marge d'un monde dominé par le romantisme, le libéralisme et le nationalisme jacobin. Il est significatif que la grande majorité des auteurs basques de l'époque, pour la plupart ecclésiastiques, se réclame du courant « traditionaliste » ou « contre-révolutionnaire » (Burke, Maistre, Bonald, Barruel, etc.). La Révolution est, selon eux, antichrétienne, capitaliste et bourgeoise. La Terreur est le fruit des principes de 1789, qui sont orientés contre le christianisme, contre l'Eglise et contre Dieu. L'importante production historiographique de ces auteurs sera l'une des premières sources du nationalisme basque. En fait, depuis le XVIe siècle, et jusqu'à la moitié du XIXe siècle, les écrivains laïcs qui écrivent en langue basque sont rares. Une minorité significative se réclame néanmoins très tôt des travaux de Michelet. Ces auteurs voient dans la Révolution un consensus populaire, une révolte spontanée du peuple contre la tyrannie, une révélation de valeurs absolues poussées sur la scène de l'Histoire sous la pression de la justice, de la liberté et du peuple.

1835 : Le poète et musicien José Maria Iparraguirre, né à Villareal de Urrechua (Guipuscoa), auteur de la chanson Gernikako arbola (*L'Arbre de Guernica*, capitale spirituelle du Pays basque), s'engage dans les rangs traditionalistes-carlistes. Mais, en 1848, il participe activement à la révolution à Paris. A la même époque, le journaliste, Agustin Chaho, un républicain, radical, laïciste, anticlérical et socialiste, qui est né à Tardets et qui sera l'inventeur de la formule « Zazpiak bat » (« les sept font un »), se fait volontiers le chantre de la révolution républicaine.

Il faut malgré tout attendre le tournant du XXe siècle, voire les années cinquante-soixante, pour que les historiens basques de la Révolution adoptent des points de vue positivistes et sociologiques. Les uns, proches du Parti nationaliste basque, se placent dans la lignée libérale-conservatrice de Thiers, Guizot, Tocqueville, Taine ou Cochin. Les autres, partisans d'un nationalisme basque de gauche ou d'extrême gauche, choisissent la filiation jacobino-républicaine de Mathiez, Aulard et Reinhard, ou, lorsqu'ils sont marxistes, de Georges Lefebvre et Albert Soboul.

1804 : Bilbao est le théâtre de la Zamacolada, une révolte qui oppose le monde rural au pouvoir des villes. De semblables révoltes (ou Matxinada) s'étaient déjà produites au XVIIIe siècle. Elles annoncent, à leur manière, les futures guerres carlistes.

18 octobre 1807 : L'armée française pénètre en Espagne. Le 27 octobre, le traité secret de Fontainebleau est signé entre la France et l'Espagne contre le Portugal et la Grande-Bretagne. Il permet le passage des armées françaises vers Lisbonne. Mais les intentions de Napoléon, qui installe son camp militaire à Bayonne, sont beaucoup plus ambitieuses. Réunies dans le Labourd, ses troupes franchissent la frontière en avril 1808 et s'emparent de plusieurs villes et places fortes espagnoles. L'Empereur peut ainsi écarter les Bourbons du pouvoir au profit de sa propre dynastie. Dans le Pays basque français, le passage des convois militaires entraîne de lourdes réquisitions. Les populations locales sont obligées de fournir des fourrages aux troupes. Elles

subissent des réquisitions en main-d'œuvre et en matériel de transport et parfois des pillages.

Les comportements à l'égard de l'occupation napoléonienne, en Biscaye, Guipuscoa et Alava, et plus particulièrement dans les villes de Bilbao, Saint-Sébastien et Vitoria, sont à nouveau ambigus. En résumé, à la différence des populations rurales, une grande partie de la bourgeoisie et de la noblesse commerciale des villes collabore avec l'occupant.

8 février 1810 : Un décret impérial instaure le Gouvernement de Biscaye qui englobe l'Alava et le Guipuscoa. Les institutions forales cessent de fonctionner et sont démantelées.

1808 : L'ex-ministre de la République, Dominique-Joseph Garat, devenu un inconditionnel de Bonaparte, rédige un premier rapport sur le Pays basque qu'il présente à l'Empereur. Il lui soumettra un second plus complet en 1811. Garat propose un nouveau découpage administratif pour le Pays basque nord et sud. Son projet prévoit la réunion des Basques français et des Basques espagnols sous le protectorat de la France. Cet espace basque serait appelé « Nouvelle Phénicie ». Il comprendrait deux départements ; l'un porterait le nom de Nouvelle-Tyr et l'autre le nom de Nouvelle-Sidon. Sa proposition restera lettre morte.

Mars 1808 : L'arrivée des troupes françaises à Pampelune suscite des émeutes dans plusieurs villes de Navarre. La majorité de la population adopte une attitude attentiste jusqu'à l'appel au soulèvement de la Députation, le 3 octobre 1808. Les facteurs décisifs du soulèvement sont le nouveau système de contributions extraordinaires (la pression fiscale accrue), la transformation brutale des institutions forales, la persécution de l'Eglise et la suppression des ordres religieux. De nombreuses églises sont d'ailleurs profanées, pillées et détruites par l'envahisseur.

A partir de 1810 : Le succès de la résistance navarraise est tel que l'armée française doit se cantonner dans les villes. La Navarre se libère seule sans l'intervention des armées espagnoles et anglaises. Le guérillero libéral, Francisco Espoz y Mina, soulève plus de trois mille paysans et artisans contre les troupes françaises. Le phénomène patriotico-religieux de la guerre populaire ou guerrilla, sorte de guerre sainte dont l'élément catalyseur est la trilogie Dios, Patria y Rey, ne cesse de se renforcer dans toute l'Espagne pendant les cinq années de campagnes militaires. Le frère de Napoléon, Joseph Bonaparte, roi d'Espagne de 1808 à 1813, compte sur la collaboration des hommes politiques « éclairés », les libéraux afrancesados ou collaborateurs des gabachos (surnom à connotation péjorative donné aux Français). A sa manière, il poursuit et accélère la construction d'un Etat centralisé et uniformisateur dans le prolongement de la politique initié par les Bourbons.

19 mars 1812 : La Constitution de Cadix est promulguée. La province où se réunissent les députés espagnols n'est plus occupée par les troupes françaises depuis 1811. La constitution qu'adoptent ces députés est établie sur le modèle jacobin français. Elle confirme l'évolution vers le centralisme et la souveraineté nationale. Elle est le point de départ des événements législatifs qui vont entraîner l'abolition du droit foral. Mais le peuple anonyme, les masses populaires rurales ou citadines, mobilisées contre l'occupant, préfèrent la devise « Dieu, la Patrie et le Roi » aux principes énoncés par ce texte constitutionnel.

21 juin 1813 : A la tête d'un conglomérat de forces espagnoles, portugaises et anglaises, le duc de Wellington gagne la bataille de Vitoria. Il emporte ensuite tous les combats menés dans le Pays basque au cours du mois d'octobre 1813. Le roi Joseph Bonaparte est contraint de fuir précipitamment, et Bayonne est assiégée par les Anglais entre le 24 février et le 27 avril 1814.

De 1814 à 1886 : La situation de la péninsule est celle d'une guerre civile permanente. Les pronunciamientos militaires sont le recours habituel des groupes politiques libéraux, progressistes et démocrates (sur 35 pronunciamientos, 33 sont le fait de libéraux-progressistes). Le pays est majoritairement monarchique, catholique et conservateur. Pour le rendre républicain, agnostique et révolutionnaire, une minorité composée de civils et de militaires, recourt à la force. A cela s'ajoute l'opposition irréductible entre monarchistes libéraux et monarchistes traditionalistes. Autre pomme de discorde : le long processus de désamortissement (desamortización), pendant

plus d'un siècle, qui consiste à exproprier et à mettre aux enchères les biens détenus par l'Église catholique et les ordres religieux ainsi que les terres communales exploitées traditionnellement par les petits paysans. Ces mesures permettent de financer la dette publique et de démanteler l'Église tout en enrichissant les élites libérales, la haute aristocratie et la bourgeoisie commerçante et industrielle des villes. Les acquisitions de terres et les constitutions de grandes propriétés foncières par ces élites aboutissent à la transformation des petits paysans en fermiers, métayers et domestiques.

Après la guerre d'indépendance contre Napoléon (1808-1814), c'est la guerre realista (1822-1823) qui se termine par l'intervention française des Cent Mille Fils de saint Louis en vertu des accords conclus par Ferdinand VII avec la Sainte Alliance. En 1827, c'est la guerre des Agraviados (1827). Ces deux dernières guerres civiles annoncent les guerres carlistes dont le dénominateur commun peut être résumé par les mots : « Dieu, Patrie, Fors et Roi ».

La rébellion carliste est un soulèvement populaire. Les masses rurales, attachées à leur mode de vie traditionnel, se dressent contre le gouvernement des monarchistes libéraux. La géographie de base des forces carlistes est le Pays basque, la Rioja, la Catalogne et le Bas-Aragon au nord et au nord-est de la péninsule. Le monde libéral est surtout situé dans les villes. D'une façon générale, les acheteurs de biens communaux et ecclésiastiques sont libéraux, et les perdants et exclus sont carlistes. Libéraux sont les « caciques », les grandes familles nobles, les grands ecclésiastiques, la bourgeoisie marchande et financière des villes (qui est monarchiste ou républicaine) et une partie minoritaire de la bourgeoisie rurale. Carlistes sont les petits nobles locaux, affectés par la baisse des revenus du monde rural traditionnel, le bas clergé, les petits producteurs et la plupart des paysans et artisans ruraux et urbains. Carlistes sont les classes populaires, le bas clergé, le clergé régulier et séculier, le clergé « guérillero » qui a participé aux guerres antinapoléoniennes. Le carlisme, que sous tend une nette tendance anticapitaliste, fait peur aux initiateurs du développement industriel en Biscaye.

Le carlisme est né en 1833 après que Ferdinand VII a enfreint la loi de succession établie en 1713 par Philippe V. Les traditionalistes-carlistes, qui ont à leur tête l'infant Carlos Maria de Bourbon, vont s'opposer à la régence de Marie-Christine de Bourbon et à la proclamation de la reine Isabelle II, sa fille. Mais le carlisme est beaucoup plus qu'une simple question dynastique. Au nom de « l'ordre naturel et historique », le carlisme dénonce « la filiation entre l'absolutisme et le libéralisme », la « dénaturation de la monarchie par l'absolutisme libéral ». Au despotisme « éclairé, libéral ou légal », il oppose l'unité religieuse de la nation, l'organicisme social, les libertés juridico-politiques des différents territoires et régions (les fors), enfin, la monarchie traditionnelle.

Les carlistes vont perdre trois guerres civiles (1833-1840, 1846-1849 et 1872-1876), particulièrement meurtrières, qui diviseront profondément les Basques. La première guerre carliste (1833-1840) se déroule en Catalogne, en Aragon et dans la province de Valence, mais elle a surtout les trois provinces du Pays basque sud et la Navarre comme principal théâtre d'opération. Le général Tomás de Zumalacarre y de Imaz, héros de la guerre d'indépendance, reproduit la tactique de la guérilla. Il obtient plusieurs succès en Navarre grâce à l'appui d'une grande partie de la population civile. Le 7 décembre 1833, les députations de Biscaye et d'Alava le nomment chef de leurs troupes. Don Carlos s'installe à Estella, en Navarre, et contrôle le Nord de la péninsule dont la quasi-totalité des provinces basques, à l'exception des grandes villes (Bilbao, Vitoria, San Sebastian) qui sont libérales et qui restent fidèles au gouvernement central. Blessé devant Bilbao, Zumalacarre meurt d'une septicémie. Les troupes carlistes menacent Madrid, mais, en 1837, elles s'épuisent et perdent toute possibilité de gagner la guerre.

L'échec des carlistes n'est pas sans conséquences politico-juridiques pour la Navarre et les trois provinces basques. La loi du 16 septembre 1837 supprime les Députations forales de Biscaye, Guipuscoa et Alava qui sont remplacées par des Députations ordinaires. Plusieurs lois de 1841, dont la Ley Paccionada réduisent le domaine d'application des fors de Navarre et liquident définitivement les institutions historiques.

La seconde guerre carliste (1846-1849) a lieu surtout en Catalogne. Mais, en revanche, la troisième guerre carliste (1872-1876) se développe à la fois dans les provinces basques et la Navarre, mais aussi en Catalogne, Valence, Aragon, Andalousie et dans le reste de la péninsule. Le prétendant carliste restaure les fors et jure de les respecter devant l'arbre de Guernica, en 1875. Mais il échoue à nouveau devant Bilbao que ses troupes ne parviennent pas à conquérir. En novembre 1876, les carlistes sont défaits par les partisans du roi Alphonse XII. Dès la fin du conflit, le 21 juillet 1876, une loi adoptée par les Cortés, promulguée par le roi, abolit les fueros des provinces basques. A partir de cette suppression, la bourgeoisie biscayenne est maîtresse de la Biscaye et devient l'un des piliers du régime de Madrid. Affaibli, le carlisme sombre dans les querelles internes, les divisions et les scissions.

Les guerres franco-espagnoles et les guerres civiles ont un sérieux impact négatif sur l'économie maritime et rurale du Pays basque nord. Les corsaires basques s'adonnaient jusque-là à la fois à la guerre, à la pêche, au trafic maritime et à la « course », mais, au début du XIXe siècle, la période prend fin. L'arsenal de Bayonne ferme en 1834. La pêche à la baleine est abandonnée, remplacée par la pêche à la sardine et au thon, surtout à partir de 1875.

A partir de 1825 : L'exode rural sévit en Pays basque. La démographie des vallées intérieures diminue au profit des villes. Un fort processus d'émigration vers l'Amérique se développe. Il atteindra son niveau le plus élevé entre 1900 et 1910 et s'éteindra dans les années soixante. En un siècle et demi, 100 à 200 000 Basques quittent leur sol natal. Pasajes (Pasaia), Bayonne et Bordeaux sont les ports d'embarquements les plus utilisés. La nation du Rio de la Plata (Argentine et Uruguay) et le Chili sont des destinations très prisées, mais Cuba, le Mexique, la Colombie, le Venezuela et les Etats-Unis le sont aussi. On estime aujourd'hui que la diaspora basque (les personnes maintenant des relations avec le Pays basque et se définissant comme Basques) pourrait s'élever à 5 voire 10 millions de personnes.

Deuxième moitié du XIXe siècle : La Biscaye connaît un remarquable essor économique grâce à la construction navale et à la production minière. La douane de l'Ebre, supprimée en 1841, est remplacée par celle de la côte et des Pyrénées. Jusqu'alors, le Pays basque sud pouvait commercer librement avec l'Angleterre, la France et la Hollande, mais il lui fallait payer des taxes pour commercer avec le reste de l'Espagne. Le transfert de la frontière sera d'autant plus positif pour l'industrie basque naissante qu'elle exporte alors 80 % de sa production vers le reste de l'Espagne.

1848 : Le premier haut fourneau de la société Santa Ana de Bolueta, situé à un kilomètre de Bilbao, commence à fonctionner. Un autre haut fourneau est installé à Barracaldo en 1854. Les premières voies de chemin de fer destinées au transport du minerai de fer sont construites à partir de 1865. Des capitaux étrangers, essentiellement britanniques, sont investis en Biscaye. Les chantiers navals Astilleros del Nervión, qui travaillent pour la marine militaire et civile, sont fondés à Sestao en 1891. A la fin du siècle, les Altos Hornos de Vizcaya produisent 60 % du fer de l'Espagne et la totalité des rails du pays. Une bourse est créée à Bilbao en 1890. Le Banco de Bilbao est fondé en 1856 et le Banco de Vizcaya en 1901. Les industriels basques détiennent un quasi monopole sur le secteur bancaire et étendent leur pouvoir financier sur toute l'Espagne. A la fin du siècle, les réserves des banques de Biscaye constituent la moitié des fonds bancaires de l'Espagne.

1869-1880 : Une rivalité naît à l'intérieur de l'oligarchie industrielle basque. Les sidérurgistes sont protectionnistes, après avoir été libre-échangistes, et les propriétaires des chantiers navals sont libre-échangistes. Mais, à partir de 1892, l'ensemble de la bourgeoisie biscayenne devient protectionniste. Il faut, par ailleurs, noter que les politiques protectionnistes du gouvernement de Madrid, qui favorisent l'essor industriel de la Biscaye et du Guipuscoa, s'accroissent fortement au lendemain de l'abolition des fors. Elles semblent vouloir compenser la perte d'autonomie politique par des avantages sur le plan économique.

Au Pays basque du Nord, les forges de l'Adour fonctionnent à partir de mai 1883, mais le Labourd demeure largement rural. L'urbanisation de la côte atlantique est encore faible tout au long du XIXe siècle. Mais un premier tourisme, le long de la côte basque, entraîne un certain

développement urbain.

1854 : L'[impératrice Eugénie](#) décide d'aller en villégiature à Biarritz. Napoléon III lui fait bâtir un palais. Les frères Pereire construisent un chemin de fer entre Bordeaux et Bayonne, en 1852, et la ligne Bordeaux-Irun fonctionne en 1861. La mode des stations balnéaires est lancée. Biarritz, Le Boucau, Anglet et Hendaye, connaissent une forte croissance urbaine. Les ports de pêche de Saint-Jean-de-Luz, Bidart ou Guétary sont désormais aussi connus pour leurs plages.

Au Pays basque sud le grand saut touristique se produit après l'inauguration de la ligne de chemin de fer Madrid-Irún, en 1865. La régente Marie-Christine, veuve d'Alphonse XII, conduit tous les étés la cour d'Espagne à Saint-Sébastien, à partir de 1885. Les plages de Sestoa, Zumaia, Deba, Zarautz et bien d'autres sont de plus en plus fréquentées.

11 juillet 1886 : Facundo Perzagua (né à Tolède), un ami du politicien marxiste Pablo Iglesias Posse (fondateur du PSOE et du syndicat UGT), crée l'Agrupación socialista de Bilbao. Ce parti socialiste deviendra la formation la plus ancienne du Pays basque espagnol. Au dire de l'écrivain anglo-navarrais, Ramiro de Maeztu, Bilbao est alors « la Mecque du socialisme espagnol ». L'un des leaders du PSOE, ministre et conseiller municipal de Bilbao, Indalecio Prieto, sera l'ennemi par excellence du nationalisme basque.

Les groupements socialistes apparaissent d'abord en Biscaye, puis, quelques années plus tard, en Guipuscoa (1897), Alava (1897) et Navarre (1882). Les grèves se succèdent à bon rythme en 1891, 1892, 1903, 1906, 1910, et sont souvent accompagnées de l'intervention de l'armée. Pour l'essentiel, la base sociale du mouvement socialiste et syndicaliste ouvrier du Pays basque est composée d'immigrés qui proviennent surtout, depuis la décennie 1860, des Asturies, de l'Aragon et de Madrid. La césure culturelle entre Basques et immigrés est profonde. Les premiers méprisent les seconds. Ils voient en eux des agresseurs, des envahisseurs, qui mettent en péril leur ethnie, leur culture et leur religion séculaire.

Pendant tout le XIXe siècle : Proche du peuple rural, le clergé basque contribue au maintien de la langue basque. Mais le français et l'espagnol deviennent de plus en plus synonymes de modernité, de progrès et d'ascension sociale alors que le basque passe pour un archaïsme. L'Eglise est le bastion de l'euskara, mais elle ne réussit pas pour autant à enrayer sa disparition. Au Pays basque nord, après avoir été conciliante envers les langues régionales sous l'Ancien Régime, la politique linguistique poursuit une francisation accélérée. L'usage du français se développe d'abord en raison de la centralisation accrue et de la conscription militaire, mais la politique linguistique des différents gouvernements est aussi un facteur d'accélération du phénomène. L'hostilité de l'Etat envers la langue basque est souvent tangible. Ainsi, sous la monarchie de Juillet, la loi sur l'enseignement primaire du 28 juin 1833, loi du protestant François Guizot alors ministre de l'Instruction, interdit l'enseignement en basque.

Parmi les actions en faveur de la langue basque, il faut souligner celles d'un bon nombre de philanthropes, de linguistes et d'écrivains laïcs. Ainsi, le prince Louis-Lucien Bonaparte (fils de Lucien Bonaparte et neveu de l'empereur Napoléon Ier) consacre la majeure partie de ses travaux de linguiste à l'étude de la langue basque. Il effectue, en 1863, une classification des huit [dialectes basque](#) (biscayen, guipuscoan, labourdin, souletin, et quatre variétés de navarrais) qui est toujours utilisée aujourd'hui. Travailleur infatigable, Louis-Lucien Bonaparte organise et dirige un groupe d'une quinzaine de collaborateurs tous excellents connaisseurs de la langue et de la culture basques.

A la même époque, il faut citer les noms de trois fabulistes : deux religieux, Agustín Iturriaga et Juan Mateo Zabala, et une femme, première écrivain de son sexe en basque, Vicenta Moguel. Il faut aussi rappeler le nom d'un des apologistes les plus réputés de l'euskara, le prêtre de Durango Pablo de Astarloa.

1853 : La création des Jeux floraux par Antoine Thomson d'Abbadie, contribue à promouvoir la poésie basque. De père basque et de mère irlandaise, cet explorateur, linguiste et astronome



célèbre, maire d'Hendaye de 1871 à 1875, est l'un des grands mécènes et promoteurs de la culture basque.

Trois autres ecclésiastiques d'Iparralde (le Pays basque du Nord) s'illustrent dans le journalisme en langue basque à la fin du XIXe siècle : Jean Hiriart-Urruty, Jean Etxepare et Monseigneur Jean Saint-Pierre. En Hegoalde, le poète José Manterola, autre grand promoteur de l'euskara, dirige la revue Euskalarria en s'entourant d'un groupe nourri d'écrivains et d'auteurs de théâtre. Enfin, les premiers romans de la littérature basque apparaissent sous les plumes de Domingo Aguirre et de José Manuel de Etxeita.

1881-1882 : La [Troisième République](#) met en place une instruction primaire obligatoire et laïque pour tous. Les lois Ferry imposent le français sur tout le territoire, mais affaiblissent d'autant les langues régionales. L'État anticlérical combat ouvertement ce qu'il appelle le cléricalisme. L'expulsion des congrégations religieuses est prononcée à trois reprises en 1880, 1903 et 1904. Le gouvernement du franc-maçon radical, Emile Combes, lutte par décret contre l'usage « abusif » des langues régionales (1902). Il autorise le préfet de Pau à interdire l'enseignement du catéchisme en basque. Les inventaires, les expulsions et les confiscations sont vécus comme autant de persécutions incompréhensibles par la majorité de la population basque. La chasse aux religieux ne s'apaise qu'en 1940, puis à la Libération. 30 à 60 000 religieux français, parmi eux d'excellents connaisseurs de la langue basque, ont ainsi été forcés de quitter la France et sont allés fonder des établissements à l'étranger. Pendant plus d'un demi-siècle, les instituteurs de la [Troisième République](#) seront invités à punir les enfants coupables de s'exprimer dans une langue régionale. Ils utiliseront pour cela toutes sortes d'humiliations, allant du châtiment corporel à l'exclusion de l'école. Le but est de rendre honteux l'usage de ce que l'on appelle alors des dialectes et des [patois](#).

## Les nationalismes basques du XXe siècle

La France se montre beaucoup plus efficace que l'Espagne dans son processus de centralisation et d'assimilation-intégration du peuple basque. Les Basques du Nord, il est vrai peu nombreux par rapport à ceux du Sud, sont de plus en plus acculturés par la France, alors que l'Espagne est contestée et niée en tant que nation. Les guerres de 1870 et de 1914-1918 développent un fort élan patriotique en faveur de la France dans la population du Pays basque nord. L'Allemand est l'ennemi commun désigné qui permet d'unir tout le pays contre lui. La proportion d'insoumis basques, qui trouvent refuge dans le Sud, n'est pas négligeable, mais elle reste néanmoins limitée. Par ailleurs, des émigrés basques reviennent d'Amérique et des religieux rentrent au pays pour répondre à l'appel de la nation. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le même phénomène d'exaltation patriotique se reproduit, mais dans une moindre mesure. En fait, tout au long du XXe siècle, les anciens combattants basques sont des vecteurs puissants et efficaces du sentiment patriotique français.

A l'inverse, au tournant du XXe siècle, le Pays basque sud voit l'émergence d'un nationalisme et d'un rejet radical du centralisme de l'Etat. L'influence de l'écrivain Sabino Arana Goiri (1865-1903) sur ce nationalisme basque est décisive. Né au village d'Abando près de Bilbao, Sabino Arana est le vrai fondateur du nationalisme basque. Avant lui, d'autres auteurs avaient parlé de la « nation basque », mais il est le premier créateur d'une doctrine politique, d'une presse et d'un parti nationaliste basque. On lui doit également le nom politique du pays « Euskalduna » et le drapeau basque, dessiné sur le modèle de l'Union Jack du Royaume uni, l'Ikurriña. A vrai dire, un seul grand symbole représentatif de la culture basque ne lui doit rien : la croix basque, la svastika courbé ou lauburu (en euskara), dont la plus ancienne qui ait été authentifiée date de 1560.

Le nationalisme basque de Sabino Arana est d'abord un traditionalisme catholique. La filiation

carliste est ici claire et reconnue. C'est ensuite un mouvement républicain de défense contre le libéralisme politique et contre le capitalisme industriel dont les conséquences sont jugées aliénatrices et déstructurantes. C'est, en outre, le rejet absolu du socialisme marxiste, doctrine universaliste, internationaliste, anti-basque, fondamentalement étrangère, considérée comme un vecteur d'acculturation et d'invasion larvée. C'est enfin une attitude d'opposition frontale à l'immigration en Biscaye, de refus d'un prolétariat d'origine espagnole qui menace les valeurs traditionnelles basques que sont la religion, la langue et la race. Pour Sabino Arana, les immigrés sont des belarrimotz ou des maketos (métèques), impies, immoraux et perversificateurs de la société basque. Selon lui, leur invasion menace la pureté raciale, morale et religieuse des Basques. Arana considère que le Pays basque ne saurait exister sans la race basque. La race est pour lui l'essence de la nation quand bien même l'identité basque est indissociable de la langue et du cadre géographique. Le Basque se définit chez lui par ses origines. Les patronymes, parmi lesquels ne doivent figurer aucun nom à consonance espagnole, sont le gage de la pureté raciale. Aussi, toute personne désirant militer au sein du Parti nationaliste basque doit avoir au moins quatre ancêtres portant un vrai nom basque. Arana a le sentiment d'avoir pour mission de sauver sa nation d'une perte définitive d'identité. Sa conviction est que les sept provinces historiques du Pays basque doivent se séparer au plus tôt de l'Espagne et de la France.

Le 31 juillet 1895 : Soixante-dix Biscayens se réunissent et élisent l'exécutif de l'assemblée de Biscaye (Bizkai Buru Batzar) dont Sabino Arana assume la présidence. C'est l'acte de naissance du Parti nationaliste basque Euzko Alderdi Jeltzalea (EAJ-PNV). Les militants du PNV seront désormais appelés les jeltzales (les partisans de JEL, acronyme de la devise du parti Jaungoikoa eta Legezarra, qui signifie « Dieu et les vieilles lois »). Très significativement, l'Aberri Eguna (jour de la patrie basque), est célébré le dimanche de Pâques, à partir de 1932.

Fin du XIXe siècle : Après une première phase radicale (1893-1898), le nationalisme basque connaît une seconde phase plus modérée (1898-1903). Le traditionalisme de la première époque cède la place à un antilibéralisme moins virulent. Une grande partie de la bourgeoisie biscayenne, qui est protectionniste, rallie le nationalisme basque naissant. Elle est menée par l'industriel et avocat Ramón de la Sota y Llano (1857-1936). Sota est l'un des plus puissants entrepreneurs d'Espagne, voire d'Europe. Ni l'industriel Horacio Echevarrieta (grand ami du socialiste Prieto) ni même l'entrepreneur carliste José Luis Oriol y Urigüen ne peuvent alors rivaliser avec lui. Sota a fait fortune dans l'industrie minière, la construction de navires et le transport maritime. Grand ami de l'Angleterre, actionnaire du Banco de Bilbao et du Banco de Vizcaya, il apporte au PNV (PNB en français) la solidité économique et une tribune importante, le journal El Correo Vasco, qu'il va diriger avec Sabino Arana. Sota souhaite créer un parti moderne, modéré, pragmatique, laïque et autonomiste, position qui ne va pas sans frictions avec Arana et ses disciples. Le résultat est que la doctrine du parti évolue. Les références historiques et raciales se font moins fréquentes ; on parle moins de la Biscaye agricole, rurale et légendaire. Lorsqu'on le fait, les propos polémiques sont relégués au second plan. Depuis l'entrée dans le parti de représentants émigrés de la bourgeoisie urbaine industrielle et financière, ils sont difficilement soutenable. Arana accuse Sota d'être de connivence avec le capitalisme financier espagnol et de préférer ses intérêts et son patrimoine à la cause nationaliste, mais ses imprécations restent sans effets. Paradoxalement, à partir du 22 juin 1902 et jusqu'à sa mort le 25 novembre 1903, Sabino Arana connaît lui-même une étonnante « évolution espagnoliste ». Devenu pragmatique et possibiliste, il semble renoncer à la fin de sa vie à « l'indépendance du peuple basque comme fin ultime du nationalisme » pour prôner « l'autonomie la plus radicale possible dans le cadre de l'unité de l'Espagne ».

Soucieux d'étendre leur influence sur l'ensemble de la société basque, les nationalistes basques du PNB créent la Fédération des montagnards basques (Mendigozale Batza) en 1908 et l'Association des femmes du PNB (Emakume Abertzale Batza) en 1922.

Début XXe siècle : Le PNB connaît de fortes dissensions internes. Elles conduisent à la fondation du Parti nationaliste libéral basque, en 1909, bientôt renommé Parti républicain nationaliste basque (Euzko Alderdi Abertzale Errepublikanoa). Ce parti nationaliste basque, libéral, laïc et républicain de gauche, créé par Francisco Ulacia, est l'antécédent direct de l'Action nationaliste basque (Euzko Abertzale Ekintza), qui voit le jour à la fin des années trente.

Au niveau syndical, les thèses du PNV se retrouvent dans Solidaridad de Obreros Vascos (SOV), un syndicat créé à Bilbao, le 23 juillet 1911, pour réunir les travailleurs basques et contrecarrer l'influence des syndicats marxiste (UGT) et anarchiste (CNT). Le syndicat SOV se définit nationaliste basque et chrétien et défend des thèses mutualistes et coopérativistes.

Dans la lutte pour la récupération de l'identité basque et de sa langue, le Biscayen nationaliste Sabino Arana n'est pas un isolé. D'autres grandes figures se détachent au début du XXe siècle comme le grammairien navarrais Arturo Campion, l'Haspandar Pierre Broussain ou l'abbé, né à Lekeitio, Resurreccion Maria de Azkue, qui est directeur de l'Académie de la langue basque de 1919 jusqu'à sa mort en 1951.

En septembre 1918 : La Société d'études basques, Eusko Ikaskuntza, une entité scientifico-culturelle privée, est créée par les Députations Forales d'Alava, de Biscaye, de Guipuscoa et de Navarre pour le développement de la culture basque. Le 1er septembre 1918, le roi Alphonse XIII inaugure le premier Congrès d'études basques à Oñate. La Société d'études basque sera présidée successivement par Arturo Campion, par l'ex-député de filiation carliste, Julián Elorza, et par l'abbé anthropologue et archéologue José Miguel de Barandiarán.

Le 25 janvier 1918 : L'Académie de la langue basque, Euskaltzaindia, est fondée. Son siège central est à Bilbao. Dès son origine, elle est une institution transfrontalière dont les membres sont espagnols et français. La langue basque est aussi officiellement représentée à l'Académie royale espagnole à partir de 1928 (les deux académiciens basques qui la représentent sont Resurrección María de Azcue et Julio Urquijo).

Il faut aussi mentionner l'apparition de quatre revues culturelles basques, la Revue internationale des études basques (1907), Euskalerraren alde (1911), Argia (1921) et Zeruko Argia (1919). La littérature basque du début du XXe siècle est marquée par les personnalités des poètes et écrivains José de Aristimuño, José Maria Aguirre (Xabier de Lizardi), Esteban Urkiaga et Nicolás Ortmaetxea. La première Ikastola (école en langue basque) voit le jour en 1914 et l'Association des Ikastolas naît pour sa part en 1932.

Le 14 juin 1931 : A Estella, l'Assemblée des maires basco-navarrais, dont la majorité est carliste et nationaliste basque, approuve un projet de Statut d'autonomie conjoint pour les provinces d'Alava, Guipuscoa, Biscaye et Navarre. Ce premier projet, connu comme Statut d'Estella, est élaboré à partir d'un avant-projet de la Société d'études basques Eusko Ikaskuntza. Il prévoit la possibilité pour la future région autonome d'avoir des relations directes avec le Saint-Siège, ce qui entraîne le refus immédiat et définitif du gouvernement de Madrid dont la majorité est de gauche.

Un nouveau projet plus centraliste, connu comme le Statut de la commission gestionnaire, est élaboré en janvier 1932. Beaucoup de carlistes le considèrent anti-foriste et la direction de la Communion traditionaliste, particulièrement réticente, invite ses membres à voter selon leur conscience. A l'issue d'une assemblée des maires très mouvementée, le 19 juin 1932, la Navarre rejette ce statut. Le PNV se retrouve alors seul pour défendre un statut conjoint. Le 5 novembre 1933, un nouvel obstacle survient : dans la province d'Alava, province où les carlistes sont nombreux, les voix en faveur du statut n'atteignent pas la majorité des électeurs inscrits. Le processus d'adoption du Statut d'autonomie basque se retrouve dès lors paralysé.

Le 16 février 1936 : Le Front populaire (coalition de républicains de gauche, de socialistes marxistes et de communistes, soutenue par une partie de l'électorat anarchiste) sort vainqueur des élections. Le républicain-jacobin Manuel Azaña est nommé à la tête du gouvernement. Deux mois plus tard, le 10 mai, Azaña est élu président de la République par les députés du Front populaire auxquels se joignent les députés du Parti nationaliste basque.

Le 13 juillet : Après deux mois de désordres, de grèves et de crimes, la violence politique atteint son paroxysme. L'un des principaux dirigeants du Bloc national de droite, le monarchiste José Calvo Sotelo, est assassiné par des membres des forces de sécurité de l'Etat aidés de miliciens

socialistes. L'autre grand dirigeant de droite, le leader libéral-conservateur de la CEDA, Gil Roblès, échappe miraculeusement à la mort.

Le 17 juillet 1936 : Le soulèvement militaire éclate à Melilla, puis, le 18, dans toute l'Espagne. Mais ce coup d'Etat est un échec cuisant. L'armée est divisée comme le reste de la société. Les forces politiques et sociales se mobilisent rapidement dans chaque camp. Le putsch manqué se convertit alors en guerre civile. Deux blocs irréconciliables, aux forces comparables, se déchirent pendant près de trois ans (1936-1939) ; d'une part, les « republicanos / républicains » (socialistes-marxistes, républicains-libéraux de gauche, communistes, anarchistes et nationalistes catalans et basques), d'autre part, les « nacionales / nationaux » (républicains-libéraux de droite, chrétiens-conservateurs, monarchistes-libéraux, traditionalistes-carlistes, nationalistes et phalangistes). La guerra civil española sera l'un des conflits du XXe siècle qui divisera le plus l'opinion mondiale.

La guerre d'Espagne est d'autant plus tragique pour le Pays basque qu'elle se double d'une guerre civile entre Basques. La Biscaye et le Guipuscoa, provinces dans lesquelles le PNV est omniprésent, restent fidèles à la République. La Navarre et l'Alava, territoires où les carlistes sont très implantés, choisissent le camp national. Les nationalistes basques lèvent une armée d'environ 45 000 hommes, les gudaris ou soldats de l'[Eusko Gudarostea](#), qui combattent au côté des républicains. En face, les Navarrais fournissent 40 000 hommes aux troupes nationales, dont 11 400 rejoignent les unités de requetés carlistes. Les miliciens du Parti communiste d'Euskadi (Euskadiko Partidu Komunista), de tendance stalinienne, sont au cœur du dispositif militaire républicain. Ils jouent un rôle important dans la défense de la ville d'Irun puis de la Biscaye. Leurs dirigeants ont pour noms Dolores Ibarruri (la Pasionaria), Jesús Larrañaga, Ramón Omarzabal et Juan Astigarrabia. Enfin, huit bataillons anarchistes sont également présents sur le même théâtre d'opération, notamment le n° 36 (Malatesta) commandé par Jésus Ezkauriaza. Si un grand nombre d'intellectuels basques du Guipuscoa et de Biscaye se mobilisent en faveur du Front populaire, il y a aussi beaucoup de patronymes basques célèbres chez leurs adversaires. Les philosophes et romanciers libéraux Miguel de Unamuno et Pío Baroja, le théoricien carliste Victor Pradera y Larumbe, l'écrivain monarchiste libéral Ramiro de Maeztu, les auteurs phalangistes Pedro Mourlane Michelena, Rafael Sanchez Mazas et Juan Telleria (ce dernier, compositeur de la musique de l'hymne phalangiste Cara al sol) en sont autant d'exemples.

6 août 1936 : Un an avant la Lettre collective de l'épiscopat espagnol aux évêques du monde pour dénoncer les tueries perpétrées dans le camp républicain, les évêques basques, Mateo Múgica et Marcelino Olaechea, de Vitoria et Pampelune, publient une instruction pastorale dans laquelle ils reprochent aux nationalistes biscayens et guipuscoans de faire cause commune avec « les ennemis déclarés et acharnés de l'Eglise ».

Dès les premiers jours du soulèvement, plusieurs colonnes navarraises, composées en majorité de requetés, avancent en Guipuscoa. Le 5 septembre, elles s'emparent d'Irun et coupent la frontière avec la France. Le 13 septembre, Saint-Sébastien tombe sans résistance. Les troupes carlistes parviennent ensuite à l'entrée de la Biscaye et le front se stabilise. La lutte en Guipuscoa a été jusqu'alors menée essentiellement par les milices révolutionnaires (anarchistes et communistes). L'armée basque, Eusko Gudarostea, formée au cours des mois d'août et de septembre, va désormais entrer en scène.

6 octobre 1936 : Les Cortès réunies à Valence approuvent le Statut d'autonomie du Pays basque. En fait, celui-ci concerne la Biscaye et la partie du Guipuscoa qui n'a pas encore été soumise par les troupes nationales du général Mola. La loi adoptée confère au Pays basque de larges pouvoirs analogues à ceux obtenus par la Catalogne en 1932. Mais les circonstances spéciales et difficiles de la guerre vont permettre aux autorités basques d'exercer de fait des compétences encore plus vastes que celles prévues par ce texte. Voté par des Cortès résiduelles, dont les députés appartiennent aux seuls partis favorables au Front populaire, ce statut est un acte de reconnaissance à l'égard du PNV qui, en dépit de son catholicisme revendiqué, a refusé de se joindre au soulèvement et est resté fidèle à la République.

7 octobre 1936 : Au lendemain de l'approbation du Statut, le premier gouvernement basque autonome est mis en place. José Antonio Aguirre est élu Lehendakari (président du gouvernement basque) et prête serment sous le chêne de Guernica : « Je jure devant la Sainte Hostie, fidélité à la foi catholique que je professe... Je jure fidélité à ma patrie Euzkadi à laquelle j'offre ma vie... » Les nationalistes du PNV s'octroient les ministères de la Justice, de la Culture, de l'Intérieur et de la Défense. Les autres partis du Front populaire (socialistes, républicains de gauche, communistes et nationalistes basques de gauche) occupent les autres portefeuilles. Seuls les anarchistes demeurent en dehors du gouvernement en raison du veto du PNV. En quelques semaines, le gouvernement d'Aguirre fait de la Biscaye et d'une partie du Guipuscoa une entité juridico-politique avec tous les attributs d'un petit Etat semi-indépendant. Il maintient des relations étrangères directes avec l'étranger, en particulier la Grande-Bretagne, crée une armée, fait battre de la monnaie, délivre des passeports, réorganise la justice et fonde une université basque.

Mars 1937 : Les troupes du général Mola reprennent l'offensive en Biscaye. Le bombardement de Durango se produit le 31 mars et celui de Guernica le 26 avril 1937. La tragique destruction de Guernica, au cours d'une action perpétrée par vingt avions de la légion Condor allemande et quatorze avions italiens, reste le plus célèbre massacre de toute la guerre d'Espagne (entre 120 et 300 morts selon les sources). Deux jours plus tard, lorsque les troupes nationales investissent la ville, les requetés, indignés par cet acte barbare, rendent hommage à la Casa de Juntas (assemblées) et montent une garde d'honneur devant l'arbre de Guernica.

19 juin 1937 : Après deux jours de combats, les troupes nationales parviennent à rompre la fameuse « Ceinture de fer » qui protège Bilbao. Un fait inattendu a contribué à leur progression. Depuis le mois de mars, le responsable de la construction des fortifications, le capitaine-ingénieur, Alejandro Goicoechea, a changé de camp et a donné de précieuses informations aux assaillants.

14 août 1937 : Les nationaux effectuent une nouvelle percée en direction de Santander. Le 18, le front républicain s'écroule. L'évacuation de Santander est décidée le 23. Les dernières troupes de Basques nationalistes, retranchées entre Laredo et le port de Santoña, renoncent à poursuivre le combat et décident de se rendre, c'est le pacte de Santoña, du 24 août 1937, signé entre les représentants du Parti nationaliste basque (notamment [Juan de Ajuriaguerra](#), président de l'exécutif du PNV de Biscaye) et les chefs de l'armée italienne du Nord, le Colonel de Carlo et le général Roatta. Un pacte qui ne sera pas reconnu par Franco qui n'acceptera qu'une reddition inconditionnelle. En fait, depuis septembre 1936, les dirigeants du Parti nationaliste basque négocient les conditions d'une reddition digne et acceptable avec le Vatican et le gouvernement italien par l'intermédiaire de l'abbé nationaliste Alberto Onaindia et de Juan Ajuriaguerra. Logiques avec eux-mêmes, les nationalistes basques luttent avec détermination lorsqu'il s'agit de défendre leur territoire, mais une fois celui-ci tombé entre les mains des adversaires, le combat n'a pour eux plus de sens.

7 octobre 1936-19 juin 1937 : Date de la fin de l'expérience du gouvernement autonome. La situation politique et sociale du Pays basque peut être qualifiée de véritable « oasis » si on la compare au reste de la zone républicaine. Beaucoup de nationalistes basques sont catholiques, conservateurs ou réformistes. Leurs idées et leurs convictions sont antifranquistes, mais ils sont plus proches de leurs frères carlistes que des laïcs, athées et révolutionnaires des partis du Front populaire. L'Eglise catholique n'est pas persécutée, le clergé n'est pas massacré, les « tchekas » ou tribunaux populaires « spontanés », qui, dans le reste de l'Espagne, répriment, torturent et exécutent les gens de droite en toute impunité, n'existent pas en Biscaye. Le clergé reste par ailleurs largement fidèle aux nationalistes basques, et cela en dépit de l'assassinat de trente-et-un prêtres au lendemain du soulèvement et de vingt-huit autres après la mise en place du gouvernement basque. En Biscaye et Guipuscoa, pendant toute la durée du conflit, le nombre des victimes de la répression plus ou moins spontanée des milices républicaines n'excédera pas les mille morts. A l'inverse, la répression nationale sera plus brutale, puisqu'elle fera environ 2 900 victimes en Guipuscoa, Alava et Biscaye (dont seize prêtres fusillés pour leurs idées nationalistes basques) et entre 1 100 et 3 000 victimes (selon les sources) dans la seule Navarre.



Exilé en Catalogne, le président Aguirre commence une véritable odyssée. Elle le mène à Paris, puis, en pleine guerre mondiale, à Berlin et Hambourg où il reste quatre mois. Il passe ensuite en Suède avant d'embarquer avec sa famille pour l'Amérique du Sud (Rio de Janeiro). En août 1941, il obtient un visa pour les Etats-Unis, pays où il réside jusqu'à son retour en France en 1946.

1939 : A la fin de la guerre d'Espagne, le gouvernement français de la Troisième République se montre plutôt tolérant envers les réfugiés espagnols. 15 à 20 000 exilés basques franchissent la frontière. Certains retourneront plus ou moins vite en Espagne pour retrouver leurs familles. Les militants nationalistes les plus chanceux sont évacués vers l'Amérique, mais, pour la plupart, les circonstances sont loin d'être favorables. Dès avril 1939, le camp d'internement de Gurs, près d'Oloron-Saint-Marie dans le Béarn, reçoit près de 25 000 réfugiés espagnols pour la plupart combattants de l'Armée républicaine et volontaires des Brigades internationales. Parmi eux, plus de 6 500 sont Basques. Entre 1937 et 1940, une délégation basque fonctionne à Paris, avenue Marceau. Son activité est soutenue par les catholiques français proches de Marc Sangnier et par la Ligue internationale des amis des Basques présidée par François Mauriac.

1940 : Au lendemain de l'invasion de la France et de l'armistice du 22 juin, une petite délégation nationaliste basque reprend une activité limitée dans le Paris occupé. Une minorité sympathise avec le national-socialisme, mais entretient des relations plutôt froides et distantes avec le régime de Vichy situé en zone libre. Dès 1943, un bataillon de Basques (cent cinquante hommes), appelé Guernika, composé en majorité de militants du PNV, combat dans la Résistance en Gironde.

Le régime de Vichy, qui est en partie influencé par les nationalismes de Maurras et de Barrès, se montre conciliant à l'égard des langues régionales. L'objectif de la [Révolution nationale](#), idéologie officielle de l'époque, est de vivifier le nationalisme français chez les enfants en développant leur attachement au sol natal. Dans ce contexte, l'arrêté du 12 décembre 1941 autorise l'enseignement facultatif des « parlers locaux » dans les écoles primaires. Le [régionalisme](#) pétainiste prétend unir la grande et la petite patrie, présentée comme une communauté réelle par opposition aux « abstractions » administratives issues de la [Révolution française](#) et de la [République](#) laïque. Ces lois et ces décrets seront abrogés à la Libération. Il faudra ensuite attendre les années cinquante pour que diverses mesures soient enfin prises en faveur des [langues régionales](#). La [loi Deixonne](#), du 11 janvier [1951](#), sera la première loi de la République autorisant l'enseignement de quatre langues régionales, le [breton](#), le [catalan](#), l'[occitan](#), et le [basque](#), dans les écoles secondaires.

Pour la propagande franquiste de l'immédiat après-guerre civile, le Guipuscoa et la Biscaye sont les « provinces traîtresses ». Dès le 23 juin 1937, un décret-loi de Franco abolit le *Concierto económico*, un résidu des fueros qui régule les relations fiscales et financières entre l'administration centrale et les trois provinces basques. Il s'agit de châtier le Guipuscoa et la Biscaye, qui ne se sont pas ralliés à la cause nationale en dépit de leur catholicisme. Pour bien marquer la différence, les autonomies fiscales et financières de l'Alava et de la Navarre sont conservées.

Paradoxalement, le châtement des deux provinces basques « républicaines », les plus industrialisées d'Espagne, ne sera pas un obstacle à la poursuite de leur développement. Les politiques d'autosuffisance industrielle et d'autarcie que le régime franquiste adopte à partir de 1946, en raison du blocus international, constituent pour elles une véritable aubaine. La politique protectionniste est assortie de fortes subventions qui contribuent puissamment à l'expansion industrielle du Pays basque. Les résultats bénéfiques se poursuivent bien après la fin du blocus, voire jusqu'en 1975. Le revenu par habitant des provinces basques sera le plus haut d'Espagne pendant la dictature franquiste, soit, approximativement, 50 % plus élevé que la moyenne nationale.

Dans les années quarante : La langue basque est marginalisée et exclue de la culture et de l'enseignement. Les ikastolas (écoles en basque) sont absolument interdites. Les franquistes les plus radicaux voient dans l'utilisation du basque un instrument de division de la nation, une littérature injurieuse et méprisante contre l'Espagne. Exceptionnellement, des amendes sont délivrées aux locuteurs bascophones. Mais il n'y a pas pour autant d'interdiction officielle et

systématique. Celle-ci serait d'ailleurs impossible à imposer. Il ne faut pas oublier que la base sociopolitique du franquisme dans le Pays basque et la Navarre, est, dans sa grande majorité, carliste et souvent euskaldun (bascophone). Des requetés d'Alava, de Navarre et, dans une moindre mesure, du Guipuscoa et de Biscaye, se sont joints volontairement et avec enthousiasme au « soulèvement national ».

A partir de 1943 : La prédication religieuse en basque est autorisée. Il en est de même un peu plus tard pour la publication des livres. En réalité, plus que la persécution franquiste, le véritable obstacle à l'apprentissage du basque est à l'époque l'absence de bons dictionnaires et de grammaires et, surtout, l'incroyable diversité des dialectes basques. L'Académie de la langue basque fonctionne dès 1945. Entre 1956 et 1959, elle met en œuvre un vaste projet d'unification du basque qui culmine avec l'euskera-batua, en 1968. Les puristes protestent parce que le batua contient 80 % de mots d'origine latine. Mais l'unification est indispensable pour la survie du basque.

Peu à peu, le régime se fait plus tolérant. La première ikastola semi-tolérée date de 1954. Il y en aura plus de cent trente à partir de 1965. La revue littéraire Egan, écrite exclusivement en basque et parrainée par les pouvoirs publics, date de 1948. Des championnats de bertsolarisme (de poésie transmise par la tradition orale) se déroulent à partir de 1949. Le nombre de livres publiés en basque chaque année dépasse largement le niveau de 1935 à partir des années soixante. La foire du livre de Durango est créée en 1965.

Il faut aussi souligner l'importance de la littérature de l'exil et de la résistance au franquisme (1936-1975). Les éditions Ekin de Buenos-Aires sont longtemps le phare des exilés. Dans son catalogue, on retrouve les noms du romancier J.A. Irazusta, de l'écrivain Martín Ugalde et du poète ex-ministre, Telesforo Monzon. Dans la génération de la résistance, il faut citer les romanciers, poètes ou auteurs de théâtre, laïcs ou ecclésiastiques, Anabitarte, Erkiaga, Etxaide, Zubikarai, Loidi, Etxaniz, Santiago Onaindia, José Ignacio Goikoetxea, Salvatore Mitxelena, Xabier d'Iharce, Fernando Artola « Bordari », Antonio Ma. Labayen, Pierre Lartzabal et Luis Michelena. Une autre revue culturelle se doit de figurer dans cette énumération, Euzka-Gogoa, revue fondée au Guatemala en 1950 et transférée à Biarritz en 1955.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale : Le Parti nationaliste basque poursuit son activité à partir de son siège avenue Marceau à Paris. Il renonce au traditionalisme catholique du fondateur Arana pour s'inscrire dans une filiation nettement démocrate-chrétienne. En décembre 1947, alors que le stalinisme atteint son apogée dans le monde, le Lehendakari José Antonio Aguirre lance un message dans lequel il prend définitivement ses distances avec les communistes. En accord avec les socialistes (dont Indalecio Prieto), les staliniens sont expulsés du gouvernement basque en exil. Les amis idéologiques d'Aguirre sont désormais De Gasperi, Spaak, Schumann et le banquier, collaborateur de Roosevelt, Jean Monnet. A vrai dire, la plupart des partis antifranquistes de l'époque dépendent largement de l'aide économique nord-américaine. Dans le Parti nationaliste basque, certains membres travaillent même, plus ou moins officieusement, pour les services secrets américains.

7 mai 1948 : Avec sept cent cinquante autres délégués européens, José Antonio Aguirre participe au congrès de la Haye. Le but de cette réunion, présidée par Winston Churchill, est de promouvoir la formation des Etats-Unis d'Europe. Dans sa lutte en faveur du nationalisme basque, Aguirre cherche l'appui des Américains. Mais, avec le début de la guerre froide, la politique étrangère des Etats-Unis se modifie. Pour Washington, les raisons géopolitiques s'imposent sur toutes autres considérations. Le régime de Franco se renforce et la collaboration du Caudillo est jugée plus opportune que les rêves d'un grand Pays basque nourris par Aguirre.

1947 et 1951 : Le gouvernement basque en exil contribue à fomenter des grèves dans le Pays basque sud. En juin 1951, les autorités françaises réagissent et ferment les locaux du gouvernement basque, avenue Marceau, avant de les confier à l'ambassade d'Espagne. Le gouvernement basque s'installe alors dans des bureaux plus modestes, à Passy, rue Singer. Trois ans plus tard (1954), le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, interdit les émissions de la

station basque Radio Euskadi.

1952 : Quelques jeunes intellectuels de Biscaye et de Guipuscoa se réunissent pour fonder le groupe d'études et de réflexions sur le nationalisme basque EKIN. Quelques semaines plus tôt, des jeunes du PNV ont créé pour leur part le groupe EGI (Eusko Gaztedi Indarra). Ces deux groupes fusionnent, mais, très vite, des dissensions surgissent qui opposent les réformistes, non-violents, proches du Parti nationaliste basque, aux militants radicaux du groupe EKIN. A l'été 1959, les dissidents créent une nouvelle organisation, [Euskadi Ta Askatasuna](#) (ETA), un mouvement clandestin qui ne va pas tarder à se durcir considérablement.

Le poète et linguiste souletin Jon Mirande est le premier nationaliste basque de l'après-guerre auteur d'une véritable « réflexion sur la violence ». A partir de 1953, il joue un rôle non négligeable dans la cristallisation du nationalisme basque le plus radical. Ami des Bretons indépendantistes, Yves Jeanne et Goulven Pennaod et du groupe Breiz Atao, admirateur de Nietzsche et de Spengler, Mirande est un représentant archétypique du néo-paganisme antichrétien, antisémite, antimarxiste et antilibéral. Ethno-socialiste ou socialiste européen, il en appelle à « une aristocratie guerrière basque » fer de lance de l'indépendance. Selon lui, la condition de basque est raciale et héréditaire : « la race est plus importante que la langue » ; « s'il ne peut y avoir de Basques sans euskera, c'est parce que l'abandon du basque met les Basques sur la voie de la déracialisation ». Mirande n'a pas de relation directe avec l'ETA, mais il est en rapport avec l'un des premiers et principaux idéologues de l'organisation clandestine, le Germano-Basque Federico Krutwig Sagredo. La rupture entre les deux hommes n'interviendra que dans les années soixante, lorsque Krutwig publiera deux livres, Vasconia (1963) et La Question basque (1965). Ces œuvres mêlant marxisme et ethnisme, qui marqueront la jeunesse nationaliste radicale de l'époque, seront jugées saturées de marxisme par Mirande.

22 mars 1960 : José Antonio Aguirre, Lehendakari et leader historique du PNV, meurt d'une crise cardiaque à Paris, à l'âge de 56 ans. La messe de requiem est célébrée en la paroisse Saint-Jean-Baptiste à Saint-Jean-de-Luz et sa dépouille est déposée dans le cimetière de la ville labourdine. José Antonio Aguirre est toujours à ce jour le Lehendakari le plus aimé de son peuple. Mais, déjà à sa mort, le Pays basque est fort loin de ce qu'il était un demi-siècle plus tôt.

Le développement industriel de la Biscaye et du Guipuscoa, depuis le début des années cinquante, a d'importantes conséquences « sociétales ». L'affluence des travailleurs ruraux à partir des provinces d'Espagne les plus pauvres est massive. Cette immigration dépasse nettement celle que le Pays basque a connue à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Entre 1955 et 1975, la population du Pays basque espagnol a augmenté de 60 %, alors que, dans le reste de l'Espagne, la croissance démographique a été inférieure à 20 %. Un tel afflux d'immigrés suscite la méfiance et la crainte d'un bon nombre de Basques. Mais le Pays basque n'échappe pas aux modes idéologiques qui touchent l'ensemble de l'Europe de l'Ouest à partir des années soixante. La marxisation des esprits touche de plus en plus les milieux intellectuels et universitaires. A la suite du concile Vatican II (1962-1965), l'Eglise fait son aggiornamento. Le marxisme et le freudo-marxisme nourrissent désormais une grande partie de la réflexion théologique. Plusieurs dizaines d'ex-séminaristes et de prêtres basques défroqués s'affirment partisans du nationalisme basque radical et défendent l'organisation clandestine ETA. Parmi les curés chargés d'officier lors des enterrements d'etarra, il en est même qui n'hésitent pas à voir dans la vie du défunt, généralement athée, l'incarnation « des valeurs les plus fondamentales de l'Evangile de Jésus ».

1961 : Enbata (vent nord-ouest en basque) est publié à Bayonne. Il s'agit d'un mensuel politique qui milite pour l'indépendance du [Pays basque](#) français et espagnol. Cette revue se veut une publication de combat pendant ses premières années d'existence. Elle adopte par la suite un ton plus journalistique, mais se définit toujours [abertzale](#) (patriote) de gauche. Le 15 avril 1963, à l'occasion de l'Aberri Eguna (jour de la patrie basque), un nouveau mouvement politique, lié à la revue, voit le jour. Il prend, lui aussi, le nom d'Enbata et développe son activité militante pendant une bonne dizaine d'années. Les résultats électoraux au cours des ans sont cependant décevants. Ils ne dépassent guère les 5 % des suffrages exprimés lors des votes. Le Pays basque nord reste résolument centriste, modéré de droite et attaché à la France. Seuls les projets de département du

Pays basque nord et d'officialisation de la langue basque, sont susceptibles de rassembler les partis abertzale, modérés et radicaux, et une minorité d'élus et de membres des partis nationaux (UMP/LR et parti socialiste). Mais ni l'autonomisme ni à plus forte raison le séparatisme et l'indépendance, ne font recette parmi la majorité des citoyens et des élus locaux du Pays basque nord.

Mai 1962 : La première assemblée de l'ETA se tient à l'Abbaye bénédictine Notre-Dame de Belloc, située à Urt dans les Pyrénées-Atlantiques. Quatorze représentants sont présents. L'influence de la doctrine sociale de l'Eglise se fait encore vaguement sentir, mais l'ETA prend très tôt ses distances avec le catholicisme. L'organisation se définit indépendantiste et antilibérale. Elle prône la suppression progressive des frontières dans le monde, l'intégration fédéraliste européenne, la planification de l'économie et l'implantation du basque comme seule langue officielle. Renonçant au racisme, voire à l'ethnisme, l'ETA affirme qu'être basque ne signifie pas seulement être né au Pays basque ou de parents basques, ni même parler le basque, mais aussi et avant tout lutter pour la récupération et la diffusion de la langue. L'organisation clandestine se déclare en outre résolument favorable à la « la lutte armée ».

1963 : La deuxième assemblée de l'ETA se tient à Capbreton, dans les Landes. L'organisation, marquée par l'influence de Federico Krutwig, cherche à diffuser plus massivement sa propagande et exécute ses premiers attentats matériels à la dynamite.

La troisième assemblée de l'ETA (1964), tenue à nouveau au Pays basque nord, précède le virage décisif de l'organisation. L'application des principes et des méthodes de la guerre révolutionnaire est décidée sous l'influence de militants maoïstes. Le petit livre de Krutwig, *Insurrection au Pays basque*, est largement distribué parmi les militants et les sympathisants. Rompant tous liens avec les membres du PNV, l'ETA qualifie désormais le vieux parti nationaliste de « bourgeois capitaliste ».

1965 et 1966 : L'ETA tient sa quatrième et cinquième assemblée en Guipuscoa. La première a lieu dans une bergerie au dessus d'Aranzazu et la seconde à Guetaria. Les attentats, matériels puis physiques, les enlèvements et les « rançonnements ou impositions révolutionnaires » qui visent les professions libérales et les entrepreneurs se succèdent et se multiplient. Les accrochages avec la garde civile, les exécutions et les condamnations à de lourdes peines de prison s'enchaînent et s'intensifient. La spirale infernale terrorisme-répression est en place. ETA se prétend le bras armé d'un peuple-classe basque qui s'oppose à la petite et moyenne bourgeoisie basque, base sociale du PNV. L'organisation suit le modèle de l'IRA irlandais, mais se veut avant tout marxiste-léniniste dans la lignée des mouvements de libération nationale tiers-mondistes. Les débats entre les dirigeants qui sont partisans d'une ligne privilégiant la lutte armée (libération nationale) et ceux qui privilégient la lutte des classes (libération sociale) ne tardent pas à surgir.

1965 : A partir de la fin du concile Vatican II, le mouvement carliste connaît lui aussi une profonde rénovation. La tendance traditionaliste est écartée au profit d'un courant progressiste, moderne et « social-chrétien ». Celui-ci se retrouve très vite lui-même confronté à une tendance s'inspirant du marxisme tiers-mondiste, les Forces actives révolutionnaires carlistes (FARC). Le nouveau parti carliste, dirigé par le prétendant, Carlos Hugo, prône le socialisme autogestionnaire et l'alliance avec l'extrême gauche. Mais son parti décline irrémédiablement à partir de 1970. Alors que les années soixante avaient vu près de 100 000 carlistes se réunir chaque année à l'occasion de la concentration de Montejurra (Via crucis en mémoire des requetés morts pendant la guerre civile), ils ne sont plus que quelques milliers dans les années soixante-dix. Le bras armé du nouveau parti carliste, le Groupe d'action carliste, est désarticulé par la police en 1972. Quelques-uns de ses membres rejoignent l'ETA. Mais d'autres jeunes carlistes choisissent de militer dans la Communion traditionaliste que dirige Sixte-Henri de Bourbon-Parme, rival de Carlos Hugo. C'est le cas du chef de la Jeunesse de la Communion traditionaliste de Biscaye, José Maria Arrizabalaga, bibliothécaire d'Ondarroa, qui est assassiné par l'ETA en 1978.

Été 1970 : L'ETA, qui est alors dirigé par de jeunes étudiants et ouvriers sans grande formation politique, semble affaibli. L'organisation se divise en trois tendances : Les Cellules rouges, qui

abandonnent le nationalisme basque pour le marxisme internationaliste classique, ETA-VI, qui adhère bientôt à la Ligue communiste révolutionnaire trotskiste et ETA-V qui devient l'ETA(m) (militaire). Ces derniers méprisent les discussions théoriques des autres et considèrent que la lutte armée est le seul vrai moteur de la résistance basque.

3 décembre 1970 : Fameux procès de Burgos contre seize dirigeants de l'ETA. Six condamnations à mort sont prononcées. Les grèves et les manifestations en faveur des condamnés se produisent au Pays basque et dans le monde. Les pressions diplomatiques, qui se font de plus en plus fortes, finissent par forcer la clémence des autorités franquistes. Le 30 décembre, le Conseil des ministres décide la commutation des peines en lourdes détentions. Les condamnés ne seront amnistiés que lors de l'instauration de la démocratie, en 1977.

Été 1973 : L'ETA-V, tient sa sixième assemblée dans le Pays basque français. La ligne marxiste révolutionnaire est à nouveau confirmée. Le 20 décembre 1973, l'ETA place une charge explosive sous la voiture, non blindée, du nouveau chef du gouvernement, l'amiral Carrero Blanco, de retour de la messe à laquelle il assiste tous les matins.

Décembre 1973 : Iparretarak (en français « ceux du Nord ») ou « IK », se fait connaître. Cette organisation clandestine entend, elle aussi, lutter pour l'indépendance du Pays basque, mais seulement dans les provinces du Nord. Elle intensifie le nombre de ses attentats à l'explosif dans les années quatre-vingt, ce qui ne va pas sans de sérieuses frictions avec l'ETA qui craint de perdre un « sanctuaire » en France.

Octobre 1974 : L'ETA se scinde entre la branche militaire ETA(m) et la branche politico-militaire ETA(pm). Les uns veulent concilier la lutte armée avec « l'action de masse », les autres veulent intensifier la lutte armée et laisser la lutte politique aux partis amis. Après le procès de Burgos et l'attentat contre Carrero Blanco, la branche militaire parvient à imposer sa légitimité révolutionnaire. Son dogme idéologique intangible est que le Pays basque est colonisé et soumis militairement par l'Espagne et la France et que seule l'insurrection armée lui permettra d'accéder à l'indépendance.

1975 : L'état d'exception est décrété en Biscaye et Guipuscoa pendant trois mois. Le 27 septembre, deux militants de l'ETA (Txiki et Otaegi) et trois militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote de tendance marxiste-léniniste), qui sont accusés d'avoir commis des attentats mortels, se voient condamnés à mort et exécutés.

25, 26 et 27 mars 1977 : Après vingt-huit ans d'exil, le premier congrès du PNV est célébré à Pampelune. Rompant avec l'idéologie des fondateurs, le PNV déclare être un parti démocratique, non-confessionnel, ouvert à tous les Basques, étant entendu que « la première caractéristique d'appartenance à un peuple n'est ni le sang ni la naissance, mais la volonté de s'y intégrer ».

22 avril 1978 : Herri Batasuna, coalition abertzale de gauche proche de l'ETA(m) est fondée. Mais une autre coalition rivale, tout aussi de gauche, Euzkadikio Ezkerra, a le soutien de l'ETA (pm). Les deux branches d'ETA multiplient les attaques et les attentats.

Lors du référendum pour la ratification de la Constitution espagnole du 6 décembre 1978, les abertzale de gauche appellent à voter « non », alors que le Parti nationaliste basque demande l'abstention. La Constitution est cependant adoptée par 87,78 % des voix, avec une large majorité dans l'Alava et la Navarre, mais moins de 50 % en Biscaye et Guipuscoa. Le PNV décide alors d'accepter la Constitution.

25 octobre 1979 : Référendum sur le statut d'autonomie du Pays basque (à l'exclusion de la Navarre). L'abstention, prônée par la gauche abertzale s'élève à 44 %, mais plus de 90 % des suffrages l'approuvent. Le statut de Guernika est adopté, malgré le refus de Herri Batasuna et de ETA(m) qui le jugent insuffisant. En vertu de ce statut, la Communauté autonome basque bénéficie de larges compétences dans les domaines de la fiscalité, de la police, de l'éducation, de l'information et de la culture.

A partir des années quatre-vingt : Grâce au suffrage universel, le vieux Parti nationaliste basque (PNV) redevient la force politique dominante dans les trois provinces du Sud. A partir de l'entrée en vigueur du Statut de Guernica, la Communauté autonome basque est presque toujours gouvernée par le PNV, parfois seul, parfois en s'alliant aux socialistes et sociaux-démocrates, parfois enfin, grâce à une coalition avec des partis abertzale de gauche. De 1978 à 2015, sur sept Lehendakari (présidents du gouvernement autonome basque) élus, cinq appartiennent au PNV, deux au parti socialiste. Globalement, le gouvernement basque mène une politique centriste de gauche qui, en d'autres termes, est un mélange de démocratie-chrétienne et de social-démocratie.

1979 à 1982 : La majorité des forces politiques navarraises refusent de créer une entité basco-navarraise unique. Elles négocient l'amélioration et l'extension de leur propre système d'autogouvernement, qui a été réduit depuis 1841. Celui-ci prend le nom de Comunidad Foral de Navarra.

En France, à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981, François Mitterrand présente, au nom du parti socialiste, les « 110 propositions pour la France ». Parmi elles, figure le projet de département du Pays basque, inscrit dans le n° 54. Ce projet sera vite oublié et même enterré moins d'un an plus tard.

1982 : l'ETA (pm) renonce à la lutte armée et se dissout. Un an plus tard, le plan ZEN (Zona Especial Norte) est mis en place par le ministre de l'Intérieur du président socialiste Felipe González. L'objectif est d'« intensifier la lutte contre-terroriste dans les domaines politique, social, juridique et policier ». Le GAL (Groupe antiterroriste de libération), organisation para-policrière clandestine (1983-1987), se manifeste bientôt. Il effectue des enlèvements et des attentats contre les militants de l'ETA qui sont réfugiés en France. Entre 1978 et 2014, le nombre de détenus de l'ETA oscille entre une centaine et près de cinq cents. Il atteint son sommet sous la présidence de José Luis Rodriguez Zapatero, en 2008, avec 762 détenus.

12 janvier 1988 : A l'exception de Herri Batasuna, tous les partis politiques du Pays basque opposés à l'ETA, signent, dans le palais résidentiel du Lehendakari, à Vitoria, le pacte d'Ajuria Enea. Le but est de marginaliser les forces politiques favorables aux actions violentes de l'ETA.

1992 : Le [Conseil de l'Europe](#) adopte la [charte européenne des langues régionales ou minoritaires](#) malgré l'opposition des représentants de la France. Cette convention vise, d'une part, à protéger et à promouvoir les langues régionales ou minoritaires en tant qu'aspect menacé du patrimoine culturel européen et, d'autre part, à favoriser l'emploi de ces langues dans la vie privée et publique. Les langues employées par les récents immigrants d'un Etat non-européen, ainsi que les dialectes locaux ou [patois](#), sont exclus. La charte est ratifiée par l'Espagne dès le 9 avril 2001, d'autant plus que sa Constitution de 1978, prévoit que les Communautés autonomes ont le droit d'adopter une ou des langues officielles. En revanche, la France, qui signe le texte par l'intermédiaire de son Premier ministre, Lionel Jospin, le 7 mai 1999, refuse de le ratifier en raison des nombreuses controverses juridiques et idéologiques qu'il suscite au nom du principe de la « République, une et indivisible » de sa constitution. François Hollande en fera cependant une promesse électorale lors des présidentielles de 2012.

1994 : Le député RPR, ancien ministre de De Gaulle, Michel Inchauspé, relance un projet de département basque englobé dans une nouvelle région qu'il nomme les 3 B (Bigorre, Béarn, Pays basque). Le projet échoue devant l'Assemblée nationale faute de soutien suffisant et, notamment, en raison de l'opposition déterminée des amis UDF de l'élu local, François Bayrou et de Charles Millon.

10 juillet 1997 : Evènement définitif qui achève de décrédibiliser l'ETA dans l'opinion publique du Pays basque : c'est l'enlèvement puis l'assassinat de Miguel-Angel Blanco, simple conseiller municipal du parti populaire de la ville d'Ermua. La réaction de répulsion est immédiate, massive et unanime. Même les soutiens de l'ETA dans la gauche abertzale, qui étaient jusque-là inconditionnels, commencent à s'effriter.



12 septembre 1998 : le pacte d'Estella ou de Lizarra est signé. L'aile indépendantiste du PNV, qui a repris en main le parti, semble changer de stratégie. Le PNV et divers partis politiques nationalistes signent ce pacte avec Herri Batasuna, la formation représentant l'ETA sur la scène politique. Un objectif le sous-tend : trouver une solution politique négociée avec l'ETA. Il prévoit, entre autres, un référendum sur l'indépendance du Pays basque qui concerne tant Iparralde qu'Hegoalde. Mais cet accord est perçu par beaucoup comme une évolution vers le radicalisme, l'autodétermination et la mise à l'écart des non-nationalistes, ce qui accentue à nouveau les tensions au Pays basque. L'entente entre nationalistes basques sera cependant éphémère. La coalition vole en éclat à la fin de l'année 1999, lorsque l'ETA accuse le PNV de ne pas respecter le pacte et décide de reprendre la lutte armée.

## **Le Pays basque au XXIe siècle : la mondialisation, l'enracinement et l'identité**

Début du XXIe siècle : La vie politique du Pays basque sud se « normalise ». En 1998 et en 2006, l'ETA décrète deux trêves, puis, le 20 octobre 2011, proclame enfin l'arrêt général et définitif de « la lutte armée ». Cette fin de l'activité de l'ETA a fait l'objet de nombreuses spéculations dans la presse. Elle s'explique non seulement par la perte des derniers soutiens dans la société basque, mais aussi en raison des progrès technologiques de la lutte anti-terroriste. Le maillage invisible et permanent qui est effectué par les forces de l'ordre rend désormais beaucoup plus difficile le terrorisme « pyramidal » des groupes structurés et organisés.

Le bilan de la « sale guerre » est élevé pour un petit pays comme le Pays basque. L'action de l'ETA s'est considérablement intensifiée, contre toute attente, après la fin de la dictature franquiste et l'instauration de la démocratie parlementaire. Entre 1960 et novembre 1975, date de la mort de Franco, le nombre des victimes mortelles de l'ETA s'élevait à 44. Entre 1975 et 2011, on ne compte pas moins de 858 morts, dont 343 civils. A cela s'ajoutent les 113 militants de l'ETA qui ont trouvé la mort : 65 ont été tués lors de heurts avec la police et les forces de sécurité, 26 lors de la préparation d'attentats et 22 lors d'exécutions sommaires ou de suicides douteux. Mais ces derniers chiffres officiels sont eux-mêmes contestés par les sympathisants de l'ETA. Il y aurait eu, selon eux, 474 morts dans les rangs de l'ETA en incluant les différentes causes de décès que sont les affrontements avec les forces de sécurité, les manipulations d'explosifs, les suicides « camouflés », les séquelles de tortures et les maladies contractées en détention ou en exil. Quoi qu'il en soit, après cinquante ans de « terrorisme » ou de « lutte armée » le bilan est lourd.

Au cours de la décennie 2010 : Une bonne quinzaine de partis politiques rivalisent en Hegoalde. Tirailé comme toujours entre les partisans de l'autonomie et de l'indépendance, le Parti nationaliste basque (EAJ-PNV) reste la force dominante de la Communauté autonome du Pays basque. Il recueille régulièrement environ 40 % des suffrages lors des votes. Viennent ensuite les partis abertzale de gauche, qui sont majoritairement marxistes (comme les coalitions Bildu ou Amaiur). Ils regroupent environ 30 % des voix des électeurs. Enfin, les troisième et quatrième forces sont le parti socialiste (environ 20 %) et le parti populaire (environ 10 %). En Navarre, le vote indépendantiste est moins élevé puisqu'il se situe autour de 30 à 40 % (si on additionne les voix de la coalition dirigée par le PNV, Geroa Bai, et celles des abertzale de gauche EH Bildu). Dans le Pays basque nord, les scores électoraux des partis nationalistes basques sont beaucoup plus faibles. Euskal Herria Bai et Amaiur, recueillent à peine, à eux deux, 10 à 12 % des voix de l'électorat.

La politique linguistique doit être inscrite au premier rang des succès des gouvernements de la Communauté autonome basque depuis 1979. Grâce à d'énormes efforts (dans l'enseignement et dans les médias), la langue basque, en voie de disparition, a été sauvée. Le basque était utilisé hier presque exclusivement dans les zones rurales. Il est aujourd'hui parlé dans les villes et, en particulier, dans la fonction publique. C'est désormais une langue vivante, parlée par 27 % de la population d'Hegoalde. Dans le Pays basque sud, 95 % des enfants reçoivent un enseignement en

basque. Ils ne sont que 20 % dans le Pays basque nord. Mais, depuis 1990, l'Institut culturel basque (Ustarritz), qui est soutenu par les pouvoirs publics français, est chargé de soutenir la culture d'expression basque en Iparralde. La littérature basque, largement soutenue par le gouvernement autonome basque, a été rénovée par une pléiade d'écrivains. Parmi les auteurs de ce tournant de siècle, on peut citer : José Luis Alvarez Emparanza (« Txillardegi »), Gabriel Aresti, Joseba Sarrionandia, Angel Lertxundi, et, surtout, Joxe Irazu (« Bernardo Atxaga »), dont les romans ont été traduits dans plus de vingt langues.

Le Pays basque sud était un monde exclusivement rural il y a deux siècles. Aujourd'hui, il concentre un grand nombre d'industries. En 2005, le revenu par habitant y était 34 % supérieur à la moyenne nationale. Malgré la crise de 2008, le Pays basque sud reste une des régions les plus développées d'Espagne et même d'Europe.

Au Pays basque nord, le [tourisme](#) est la principale ressource économique. Il représente 20 % du [PIB](#), alors que l'[industrie](#) réduit cette proportion à 4 % au Pays basque sud.

Mais le vieillissement de la population constitue la donnée la plus inquiétante. Les trois provinces de la Communauté autonome basque connaissent la récession démographique. Depuis près de quarante ans, le taux de fécondité est inférieur à 1,4.

A l'inverse, l'immigration est en nette expansion. Le Pays basque sud avait moins de 1 % d'étrangers à la fin du XXe siècle. Il en compte 5 à 6 % au début de la décennie 2010. Ces immigrés proviennent essentiellement d'une dizaine de pays d'Amérique latine (Bolivie, Colombie, Paraguay, Nicaragua, Brésil), d'Asie (Chine), d'Afrique (Algérie et, surtout, Maroc) et d'Europe (Roumanie).

L'impact de la globalisation/mondialisation est aussi fort en Pays basque que sur le reste de la planète. En moins d'un quart de siècle, les dimensions politique, économique et culturelle du phénomène ont altéré en profondeur la société et la culture basque, bien plus que ne l'ont fait les politiques centralistes de la France et de l'Espagne pendant deux siècles. Au Pays basque, les gens écoutent la musique anglo-saxonne, jouent du « rock basque », regardent les films et les séries télévisées américaines, mangent des hamburgers, boivent des sodas et adoptent les mêmes modes et les mêmes codes vestimentaires, sociaux et culturels que dans le reste du monde occidentalisé. A Bilbao, le musée d'art contemporain Guggenheim a contribué à revitaliser le tourisme de la ville. Inauguré le 18 octobre 1997 par le roi Juan Carlos Ier, il reçoit plus d'un million de visiteurs par an.

La résistance contre l'uniformisation mondialiste et l'effacement culturel du Pays basque traditionnel n'est pas une priorité. A l'exclusion de clichés à l'usage des touristes, les quelques éléments de folklore que sont devenus la pelote basque, le béret, la cuisine, la danse, le chant et les fêtes, les particularités basques s'estompent à grande vitesse. Les élites politiques, économiques et culturelles se sont émancipées, libérées des « carcans du passé », mais le peuple basque a subi une acculturation et un déracinement sans précédent. Le Basque enraciné, attaché à ses traditions et à sa culture séculaire, relève de plus en plus de l'image d'Épinal.

L'identité basque n'a peut être jamais posé autant de problèmes qu'en ce début de XXIe siècle. La population se sent généralement « basque », mais se divise à l'heure de donner un sens à son identité. Il y a des Basques qui le sont parce qu'ils ont établi leur résidence administrative dans la région. Il y a des Basques « Euskaldunak », parce qu'ils parlent la langue basque. Il y a enfin des Basques, « Euskotarrak », parce qu'ils se définissent ethniquement basques bien qu'ils s'expriment en français ou en espagnol (castillan). Tous n'ont évidemment pas la même interprétation de la réalité basque. Au sud, le sentiment d'adhésion à l'autonomisme est très majoritaire, mais des dissensions demeurent. Les nationalistes basques considèrent la Navarre comme un territoire basque, mais la majorité des Navarrais défendent l'idée que leur région est une entité distincte. En Biscaye et Guipuscoa, il existe une importante population d'immigrés ou issue d'immigrés dans laquelle le parti socialiste et la gauche internationaliste trouvent leurs appuis. Cette population reste largement indifférente aux enjeux identitaires. Au total, près de

50 % des habitants de la Communauté autonome basque rejettent plus ou moins expressément le message indépendantiste des nationalistes. Enfin, au nord, 90 % de la population se considère d'abord française et ensuite basque. Le problème basque n'oppose donc pas des Basques à des non-Basques, mais des interprétations différentes de l'identité et de la réalité basque.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés